



الخزينة العامة للمملكة
TRÉSORERIE GÉNÉRALE DU ROYAUME

PRESS BOOK



Bulletin mensuel
Statistiques des Finances Publiques
à fin Janvier / à fin février / à fin mars
2017

AVRIL 2017

SOMMAIRE

Aujourd'hui Le Maroc du 21 Février 2017 (p.1 -10)

- Elles ont grimpé de 17,8% au premier mois de l'année : 4,7 milliards de dirhams de recettes douanières à fin janvier.

L'Economiste du 21 Février 2017 (p.8)

- Finances publiques : L'année démarre au ralenti.

Le Matin-Eco du 21 Février 2017 (p.17-18)

- Finances publiques : Les ressources du Trésor en hausse de 7,5% en janvier.

www.Mapexpress du 21 Février 2017

- Hausse de l'excédent budgétaire à 2,1 MMDH en janvier 2017.

Les Inspirations-Eco du 22 Février 2017 (p.8)

- Les recettes non fiscales dopent les caisses du Trésor.

L'Opinion du 22 Février 2017 (p.1-4)

- Les finances publiques en janvier 2017 : La TVA domestique en hausse de 14,3%.La dette intérieure s'accroît en raison du financement du Trésor pour 7,7 milliards DH.

WWW.affaires.ma du 22 Février 2017

- Finances publiques en janvier 2017 : La dette intérieure s'accroît en raison du financement du Trésor pour 7,7 MMDH.

Libération du 23 Février 2017 (p.10)

- hausse de l'excédent budgétaire à 2,1 MMDH.

La Nouvelle Tribune du 23 Février 2017 (p.10)

- Finances publiques : Les recettes ordinaires en hausse au mois de janvier.

Aujourd'hui Le Maroc du 21 Mars 2017 (p.7)

- Finances publiques : Trésor : Près de 30 milliards DH de recettes générées à fin février.

L'Economiste du 21 Mars 2017 (p.16)

- Budget/Investissement : Les décaissements chutent de plus de 10%.

Le Matin-Eco du 21 Mars 2017 (p.22)

- Finances publiques : Les recettes maintiennent l'inflexion du déficit.

Le Desk du 21 Mars 2017

- Trésorerie du Royaume : déficit budgétaire de 5,9 MMDH à fin février 2017.

www.journaux.ma du 21 Mars 2017

- Trésor : Prés de 30 milliards DH de recettes générées à fin février. L'amélioration des recettes résulte de la hausse de 4,1% des impôts directs, de 8,6% des impôts indirects et de 1% des droits d'enregistrement et de timbre.

www.Mapexpress.ma du 21 Mars 2017

- Finance : Déficit budgétaire de 5,9 MMDH à fin février 2017(TGR).

www.medi1tv.com du 21 Mars 2017

- déficit budgétaire de 5,9 MMDH à fin février 2017(TGR).

Les Inspirations-Eco du 22 Mars 2017 (p.8)

- Le déficit budgétaire en baisse.

L'Opinion du 22 Mars 2017 (p.7)

- Finances publiques à fin février : Dans le vide de la loi de finances 2017.
- TVA : Recettes en hausse de 18,6%.
- Les dépenses d'investissement diminuent de 10,7%.
- Le déficit du Trésor s'améliore de 8,2 milliards DH.

L'Opinion du 23 Mars 2017 (p.4)

- Statistiques des finances publiques à fin février 2017 solde ordinaire négatif de 4,3 milliards de DH et déficit du Trésor de 5,9 milliards de DH.

www.lemagazinedumanager.com du 27 Mars 2017

- Le trésor marocain opte pour la dette intérieure.

www.boursenews.ma du 21 Avril 2017

- La charge de compensation en hausse de 86,8% au premier trimestre.

Aujourd'hui Le Maroc du 21 Avril 2017 (p.2)

- Au moment où il se situait autour de 11,2 MMDH au premier trimestre 2016 : Le déficit budgétaire atteint les 4,4 milliards de dirhams à fin mars.

Le Matin-Eco du 21 Avril 2017 (p.21)

- Finances publiques :Le déficit du Trésor s'est allégé de 7 milliards de DH à fin mars.

La Vie-Eco du 21 Avril 2017 (p.8)

- Finances Locales : Un excédent de 33 milliards de DH pour les collectivités à fin 2016.

Les Inspirations-Eco du 24 Avril 2017 (p.4)

- Finances publiques :Le déficit budgétaire « chute » à 4,4 MMDH.

Bayane du 26 Avril 2017 (p.1-3)

- Déficit budgétaire au premier trimestre 4,4 milliards de DH. :

L'Opinion du 26 Avril 2017 (p.8)

- Finances publiques au 1^{er} trimestre : Les recettes fiscales en hausse de 8,7%.
- L'IS augmente de 19,7%.
- Le déficit du Trésor se résorbe de 6,8 milliards de DH.
- Les charges en intérêts de la dette intérieure en recul de 8,7%.

أحداث انفو في 22 فبراير 2017

- الخزينة العامة للمملكة: ارتفاع فائض الميزانية شهر يناير.

مغرس في 22 فبراير 2017

- الخزينة العامة للمملكة: ارتفاع فائض الميزانية شهر يناير.

الاتحاد الاشتراكي في 23 فبراير 2017 (ص.4)

- ارتفاع فائض الميزانية إلى 2,1 مليار درهم في شهر يناير لسنة 2017.

الاخبار في 23 فبراير 2017 (ص.7)

- نبأ : نور الدين بنسودة الخازن العام للمملكة.

أخبار اليوم في 23 فبراير 2017 (ص.10)

- 236 مليون درهم مداخيل المؤسسات العمومية من أصل 9 ملايين درهم المتوقعة في 2017 : الخزينة العامة: رواتب الموظفين تصل إلى 8 ملايين درهم نهاية يناير.

المساء في 23 فبراير 2017 (ص.5)

- بسبب "البلوكاج" الحكومي...فائض الميزانية بالمغرب يرتفع إلى أكثر من ملياري درهم خلال يناير.

الاتحاد الاشتراكي في 21 مارس 2017 (ص.4)

- وزارة المالية :الدين الداخلي أصبح يناهز 506 ملايين درهم .عجز الموازنة تقلص بفعل انكماش نفقات الاستثمار ب11%.

www.aljarida24.ma du 21 Mars 2017

- الخزينة العامة للمملكة: عجز الميزانية يصل إلى 590 مليار.

www.alyoum24.com du 21 Mars 2017

- نتائج سياسة حكومة بنكيران على خزينة المملكة.

www.hespress.com du 21 Mars 2017

- عجز ميزانية المغرب يبلغ 5,9 مليار درهم.

www.al3omk.com du 21 Mars 2017

- عجز الميزانية يصل إلى 5,9 مليار درهم في متم فبراير 2017.

الأخبار في 23 مارس 2017 (ص.6)

- نبأ نور الدين بنسودة الخازن العام للمملكة : المديونية الداخلية تتجاوز سقف 505 ملايين درهم مع نهاية فبراير.

آخر الأخبار في 23 مارس 2017 (ص.6)

- عجز الميزانية يصل إلى 5,9 ملايين درهم .

أخبار اليوم في 23 فبراير 2017 (ص.10)

- 17,9 مليار درهم لأجور الموظفين و تراجع نفقات الاستثمار إلى 13 مليار درهم: الدين الداخلي يرتفع إلى 506 ملايين درهم في بداية 2017 .

الصباح في 24 مارس 2017 (ص.2)

- المديونية الداخلية ترتفع إلى 500 مليار درهم.

الاتحاد الاشتراكي في 24 ابريل 2017 (ص.1-4)

- خزينة الدولة ضخت 57 مليار درهم من الضرائب في 3 أشهر منسوب الدين الداخلي للبلاد يناهز 507 مليار درهم.

الأخبار في 25 ابريل 2017 (ص.2)

- محمد بوسعيد.

الأخبار في 26 ابريل 2017 (ص.5)

- نبأ نور الدين بنسودة الخازن العام للمملكة.

الأحداث المغربية في 26 ابريل 2017 (ص.12)

- بفضل المداخل الضريبية:عجز الميزانية يتراجع إلى 4,4 ملايين درهم.

المساء في 27 ابريل 2017 (ص.5)

- بعدما كان في حدود 14,9 مليار درهم في الفترة نفسها من السنة الماضية:عجز الميزانية يتراجع إلى 4,4 مليارات درهم خلال الفصل الأول من 2017.

ARTICLES

Elles ont grimpé de 17,8% au premier mois de l'année

4,7 milliards de dirhams de recettes douanières à fin janvier



18 milliards de dirhams, telle est la valeur globale des recettes générées par le Trésor au titre de janvier 2017. Ce chiffre s'inscrit en hausse de 7,5% par rapport aux recettes du même mois de l'année dernière. Une progression qui s'explique principalement par l'augmentation des impôts directs et indirects ainsi que des recettes non fiscales ayant atteint au premier mois de l'année un pic de

107,8%. C'est ce qui ressort des statistiques publiques de la Trésorerie générale du Royaume. A fin janvier 2017, les recettes fiscales se sont chiffrées à 17,3 milliards de dirhams contre 16,4 milliards de dirhams l'année passée, affichant ainsi une amélioration de 5,5%. Cette progression est principalement tirée par l'augmentation des recettes douanières. ■

— Voir page 10 —

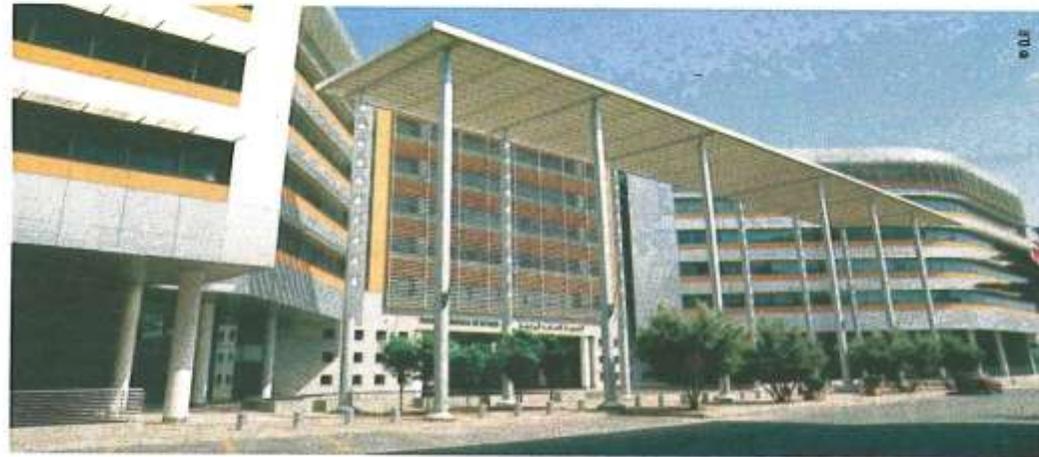
Elles ont grimpé de 17,8% au premier mois de l'année

4,7 milliards de dirhams de recettes douanières à fin janvier

Kawtar Tali
ktali@aujourd'hui.ma

18 milliards de dirhams, telle est la valeur globale des recettes générées par le Trésor au titre de janvier 2017. Ce chiffre s'inscrit en hausse de 7,5% par rapport aux recettes du même mois de l'année dernière. Une progression qui s'explique principalement par l'augmentation des impôts directs et indirects ainsi que des recettes non fiscales ayant atteint au premier mois de l'année un pic de 107,8%. C'est ce qui ressort des statistiques publiques de la Trésorerie générale du Royaume. A fin janvier 2017, les recettes fiscales se sont chiffrées à 17,3 milliards de dirhams contre 16,4 milliards de dirhams l'année passée, affichant ainsi une amélioration de 5,5%. Cette progression est tirée principalement par l'augmentation des recettes douanières. Ces dernières se

soit une hausse de 17,8% par rapport au même mois de l'année passée. A cet effet, les recettes provenant de la TVA à l'importation se sont hissées de 14% pour atteindre les 2,7 milliards de dirhams à fin janvier 2017. La TVA sur les produits énergétiques a grimpé de 53,6% pour la même période, soit un additionnel de 173 millions de dirhams. La TVA sur les autres produits s'est consolidée de 161 millions de dirhams, soit une hausse de 7,9%. Par ailleurs, les recettes non fiscales sont passées de 319 millions de dirhams à 663 millions de dirhams en progression de 107,8%. « Cette hausse résulte de l'augmentation des recettes de monopoles atteignant à fin janvier 236 millions de dirhams contre 39 millions de dirhams l'année passée ainsi que du versement



conjugée à la baisse des recettes en atténuation des dépenses de la dette passant de 79 millions de dirhams à 6 millions de dirhams», relève-t-on de la Trésorerie générale du Royaume.

Les dépenses émises au titre du budget général se sont situées à 27,9 milliards de

dirhams au premier mois de l'année. Les dépenses de fonctionnement émises ont grimpé de 4,6% s'établissant à fin janvier à 13,4 milliards de dirhams. 8 milliards de dirhams de ce montant ont concerné les traitements et salaires. Les salaires servis ont ainsi progressé de 4,6% au moment où les dépenses de matériel ont diminué de 10,1%. A cet effet, les

dépenses d'investissement émises au titre du budget général sont estimées à 11,3 milliards de dirhams, en repli de 0,9%. Notons que pour le mois de janvier, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 7 milliards de dirhams contre un désendettement vis-à-vis du marché intérieur pour 2 milliards de dirhams à fin janvier 2016.

Finances publiques

L'année démarre au ralenti

• L'investissement atteint 11,3 milliards de DH en baisse de 0,9%

• Les remboursements TVA chutent de moitié

EN attendant la constitution du gouvernement et une loi de finances en bonne et due forme, les recettes sont normalement perçues et les dépenses du budget engagées. Cela peut porter à croire que tout va bien mais le monde des affaires est dans l'attentisme et a besoin de visibilité. Et ce, même s'il est difficile d'apprécier l'impact du blocage actuel sur l'économie. Durant le mois de janvier, les dépenses d'investissement ont légèrement baissé (-0,9%). Sur un total de 63,5 milliards de dirhams prévu dans le budget de l'Etat, 11,3 milliards ont été émis. Cela atteste, a priori, donc de la marche «normale» des services publics. L'année a également démarré avec un léger recul des dépenses

Principales recettes du budget			
Nature	Recettes ordinaires en millions DH	Evolution en %	Structure
Taxe sur la valeur ajoutée	5.449	▲ 14,2%	30,40%
- à l'intérieur		▲ 14,4%	15,20%
- à l'importation		▲ 14,0%	15,10%
Impôt sur le revenu	4.274	▲ 0,7%	23,80%
Droits d'enregistrement	3.032	▼ 3,9%	16,90%
Impôt sur les sociétés	1.542	▲ 2,0%	8,60%
TIC prod. énergétiques	1.332	▲ 48,3%	7,40%
TIC tabacs manufacturés	745	▼ 12,9%	4,10%
Droits de douane	668	▼ 7,9%	3,70%
Monopoles	236	▲ 505,1%	1,30%
Majorations de retard	106	▲ 37,7%	0,60%
Redevance gazoduc	99	▼ 16,1%	0,60%

Source: TGR

La TVA est la première source de recette du budget général à fin janvier. Elle est suivie par l'IR et les droits d'enregistrement qui ont reculé de près de 4%. Le premier mois de l'année est également marqué par une hausse de 37,7% des majorations de retard

de fonctionnement (-1,4%). Ce qui s'explique par l'absence de décaissements au titre de la compensation et par la chute de 10,1% des dépenses de matériel. En

vanche, les charges du personnel ont pris 4,6% s'établissant à 8 milliards de dirhams. Les charges de la dette sont également en hausse (47,1%). Le rapprochement entre les dépenses émises et les recettes encaissées à fin janvier fait ressortir un excédent budgétaire de 2,1 milliards de dirhams contre 1,1 milliard une année auparavant. Les recettes sont marquées par une hausse de 5,5%. Dans le détail, les droits de douane

sur une progression de 0,7%. A ce niveau, l'on note surtout un recul de 11,3% de l'IR sur les profits immobilier témoignant ainsi d'une baisse des transactions. Mais il faudra attendre les prochains mois avant de pouvoir se prononcer sur la situation de l'immobilier.

Ce premier mois de l'année est également marqué par une reprise de la consommation intérieure. Pour la première fois

Couverture des dépenses par les recettes			
(en milliards en DH)			
Personnel 8	Matériel 5,3	Intérêts 7,1	Investissement 11,3
Recettes ordinaires 17,9		Besoin de recettes 8	

Source: TGR

A fin janvier 2017, 44,6% des recettes ont été consacrées aux dépenses de personnel, 29,9% aux dépenses de matériel et 7,1% aux charges en intérêts de la dette. Le reste a été financé par le recours à l'emprunt

ont décroché de 7,9% alors que la TVA à l'importation augmente de 14%. Une augmentation à corréliser avec celle des importations de 12,4% imputable aux achats de produits énergétiques et des produits finis de consommation.

Ainsi la TVA sur les produits énergétiques dont les cours à l'international ont progressé a enregistré une hausse de 53,6% et celle sur les autres produits a évolué de 7,9%. En parallèle, la TIC sur les produits énergétiques a dépassé le milliard de dirhams enregistrant ainsi une hausse de 48,3% alors que les recettes de la TIC sur le tabac ont chuté de 12,9%.

De son côté, l'impôt sur les sociétés a généré 30 millions de dirhams de plus comparativement à la même période de l'année dernière alors que les recettes de l'IR sont

depuis plusieurs mois la TVA à l'intérieur est en hausse: +14,3% contre une baisse de 11,1% en janvier 2016 alors que les remboursements ont marqué le pas de plus de 50%. Les entreprises ont récupéré 228 millions de dirhams contre 453 millions en 2016. Les recettes non fiscales se sont bien comportées: 663 millions de dirhams contre 319 millions un an auparavant. Cela s'explique notamment par l'augmentation des recettes de monopoles avec les premiers versements effectués par l'ONDA, l'Office des changes et Bank Al-Maghrib. A cela s'ajoute le versement par les comptes spéciaux du Trésor de 175 millions de dirhams au budget général alors que les recettes en atténuation des dépenses de la dette sont en baisse. □

K.M.

Finances publiques

Les ressources du Trésor en hausse de 7,5% en janvier

La marche des services publics n'est visiblement pas affectée par l'absence de loi de Finances. La situation des charges et ressources du Trésor arrêtée à fin janvier 2017 montre, en effet, un accroissement des recettes ordinaires de 7,5%, qui s'établissent à 18 milliards de DH, au moment où les dépenses ordinaires émises ont fait presque du surplace par rapport au même mois de l'année dernière (-0,1% à 14,65 milliards). C'est ce qui ressort de l'exécution du décret portant ouverture des crédits nécessaires à la marche des services publics et à l'exercice de leur mission et du décret relatif à la perception de certaines recettes pour l'année budgétaire 2017, selon les dernières statistiques publiées par la Trésorerie générale du Royaume.

Page 18



Finances publiques

Les ressources du Trésor en hausse de 7,5% en janvier



Les recettes fiscales ont, globalement, atteint 17,3 milliards, en amélioration de 5,5% sur un an.

La situation des charges et ressources du Trésor arrêtée à fin janvier 2017 révèle un accroissement des recettes ordinaires de 7,5%, s'établissant à 18 milliards de DH et une quasi-stagnation des dépenses ordinaires par rapport au même mois de l'année écoulée (-0,1% à 14,65 milliards). D'où un solde ordinaire positif de 3,3 milliards et un excédent du Trésor de 2,1 milliards.

La marche des services publics n'est visiblement pas affectée par l'absence de loi de Finances. La situation des charges et ressources du Trésor arrêtée à fin janvier 2017 montre, en effet, un accroissement des recettes ordinaires de 7,5%, qui s'établissent à 18 milliards de DH, au moment où les dépenses ordinaires émises ont fait presque du surplace par rapport au même mois de l'année dernière (-0,1% à 14,65 milliards). C'est ce qui ressort de l'exécution du décret portant ouverture des crédits nécessaires à la marche des services publics et à l'exercice de leur mission et du décret relatif à la perception de certaines recettes pour l'année budgétaire 2017, selon les dernières statistiques publiées par la Trésorerie générale du Royaume (TGR).

La hausse des recettes ordinaires résulte de la progression des impôts directs de 1,5% à 5,93 milliards, des impôts indirects de 14,9% à 7,65 milliards et des recettes non fiscales de 107,8% à 663 millions de DH, conjuguée à la baisse des droits de douane de 7,9% à 668 millions de DH et des droits d'enregistrement et de timbre de 3,9% à 3,03 milliards. Les recettes fiscales ont, globalement, atteint 17,3 milliards, amélioration de 5,5%. Les chiffres de la TGR font ressortir une évolution de 17,8% des re-

cettes douanières à 4,7 milliards et de 2,7% de la fiscalité domestique à 11,7 milliards. Ainsi, les recettes provenant de la TVA à l'importation se sont établies à 2,7 milliards à fin janvier 2017, en hausse de 14%.

Quant à la fiscalité domestique, les statistiques font état d'une hausse des recettes de l'impôt sur les sociétés de 2% à 1,54 milliard et de l'IR de 0,7% à 4,27 milliards.

Les recettes générées par la TVA à l'intérieur se sont, quant à elles, établies à 2,7 milliards, en croissance de 14,3%. En ce qui concerne les dépenses, elles sont marquées par une hausse des charges en intérêts de la dette (16% à 1,3 milliard) et une baisse de 1,4% des dépenses de fonctionnement, atteignant 13,4 milliards, dont 8 milliards ont concerné les traitements et salaires qui enregistrent une hausse de 4,6%. S'agissant de la compensation, il n'a pas été procédé à l'émission de dépenses durant le mois de janvier 2017, relève la TGR. Parmi les autres faits marquants, le maintien des dépenses d'investissement émises au titre du Budget général, malgré l'absence Budget 2017. Elles se sont établies à 11,3 milliards en janvier, en diminution tout de même de 0,9% sur un an.

Cette évolution des recettes et des dépenses permet d'atteindre, à fin janvier 2017, un taux de couverture des dépenses ordinaires par les recettes ordinaires de 122,5% contre 113,9% un an auparavant. Elle se traduit, de ce fait, par un solde ordinaire positif de 3,3 milliards, contre un solde ordinaire positif de 2 milliards un an auparavant et un excédent du Trésor de 2,1 milliards, après un excédent de 1,1 milliard à fin janvier 2016. ■

Lahcen Oudoud

La hausse des recettes ordinaires résulte de la progression des impôts directs de 1,5% à 5,93 milliards, des impôts indirects de 14,9% à 7,65 milliards et des recettes non fiscales de 107,8% à 663 millions de DH.

Les recettes non fiscales dopent les caisses du Trésor

● **Les statistiques des charges et ressources du Trésor pour le mois de janvier 2017 affichent une hausse de l'excédent budgétaire à 2,1 MMDH.**

Les caisses du Trésor se portent bien ! C'est, en effet, un excédent budgétaire de 2,1 milliards de dirhams qui est constaté par la Trésorerie générale du royaume (TGR), à fin janvier 2017, contre 1,1 milliard une année auparavant. À l'origine de cette progression, une hausse de 7,5% des recettes ordinaires durant le premier mois de l'année, plus importante que celle des dépenses émises au titre du budget général (+2,7% à 27,9 MMDH), souligne la TGR dans son bulletin mensuel de statistiques des finances publiques (BSFP) de janvier 2017. D'après la même source, la progression des

recettes ordinaires a essentiellement pour explication la hausse des recettes non fiscales (+107,8%), des impôts indirects (+14,9%) et des impôts directs (+1,5%), conjuguée à la baisse des droits de douane (-7,9%) et des droits d'enregistrements et de timbre (-3,9%), précise le bulletin. S'agissant des dépenses émises au titre du budget général, leur augmentation est due à la progression des charges de la dette budgétisée (+47,1%), atténuée à la diminution des dépenses de fonctionnement (-1,4%) et d'investissement (-0,9%), relève la TGR. L'évolution de la structure des dépenses du budget général

entre fin janvier 2016 et fin janvier 2017 fait ainsi ressortir une baisse de la part des dépenses de l'investissement à 43,6% et de matériel à 20,7%, ainsi qu'une augmentation des dépenses du personnel à 30,8%, indiquent les statistiques du Trésor. Les recettes des comptes spéciaux du Trésor ont, quant à elle, atteint 14,6 MMDH, tenant en compte des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 9,1 MMDH et de la rentrée de 78 MMDH au titre des dons des pays du Golfe. Concernant les dépenses des CST, elles ont été de 4,6 MMDH, dont un montant de

2,8 MMDH concerne les comptes d'affectation spéciale (CAS), relève la TGR, précisant que le solde de l'ensemble des CST s'élève à 10 MMDH. Notons que les recettes des services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA) ont progressé de 92,2% à 173 MMDH contre 90 MMDH à fin janvier 2016, à savoir qu'au cours de janvier 2017, il n'a pas été procédé à l'émission de dépenses au titre des SEGMA. A fin janvier 2017, les recettes ordinaires ont été réalisées à hauteur de 8,3% des prévisions de la loi de finances, les dépenses ordinaires ont été exécutées pour 7% et les dépenses d'investissement ont été émises pour 17,8%.

PAR **ALYA ALAMI**
a.alami@leseco.ma

Les finances publiques en janvier 2017

La TVA domestique en hausse de 14,3%

La dette intérieure s'accroît en raison du financement du Trésor pour 7,7 milliards DH

Adéfaut de vote de la loi de finances 2017 ne pouvant intervenir en l'absence de formation d'un nouveau gouvernement à l'issue des élections législatives d'octobre 2016, et conformément à l'article 75 de la Constitution, le gouvernement en place a procédé à l'ouverture, par décret, des crédits nécessaires à la marche des services de publics et à l'exercice de leur mission. Ce décret fixe les montants des crédits du budget général, des services d'Etat gérés de manière autonome et des comptes spéciaux de Trésor. Conformément au quatrième alinéa de l'article 75 de la Constitution, le gouvernement a reconduit les recettes qui continuent pour l'année 2017 à être perçues aux taux et selon les conditions prévus par la législation et la réglementation en vigueur qui leurs sont appli-



cables sous réserve des dispositions du décret n° 2-16-1011 du 31 décembre 2016.

L'exécution du budget, au cours du mois de janvier 2017, dans le cadre de ces dispositions réglementaires exceptionnelles laisse apparaître des évolutions divergentes et fortes, parfois, des recettes avec une hausse des recettes douanières de 17,8%, de la taxe intérieure de consommation (TIC) sur les produits énergétiques de +48,3%), de la TVA domestique de 14,3% pour une hausse de 2,7% de la fiscalité domestique. La dette intérieure, elle, s'accroît en raison du financement du Trésor pour 7,7 milliards DH. L'excédent du Trésor s'est par contre élargi de 1 MMDH par rapport à janvier 2016 en s'établissant à 2,1 MMDH.

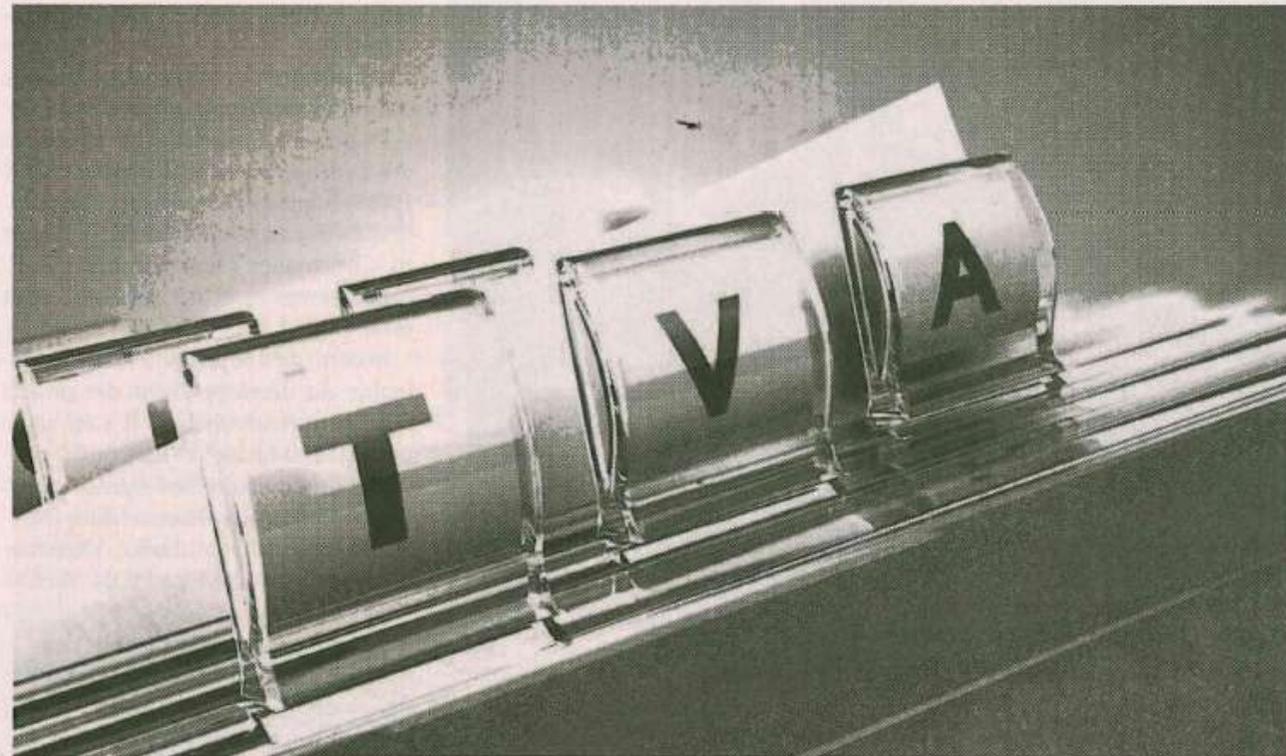
Les finances publiques en janvier 2017

La TVA domestique en hausse de 14,3%

La dette intérieure s'accroît en raison du financement du Trésor pour 7,7 milliards DH

>>>>>La situation des charges et ressources du Trésor arrêtée à fin janvier 2017 laisse apparaître une hausse des recettes ordinaires de 7,5% et une baisse des dépenses ordinaires émises de 0,1%, dégageant ainsi un solde ordinaire positif de 3,3 MMDH. Compte tenu d'un besoin de financement de 6 MMDH et d'un flux net négatif du financement extérieur de 1 MMDH, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 7 MMDH.

Les recettes ordinaires se sont établies à 18 MMDH contre 16,7 MMDH à fin janvier 2016, en augmentation de 7,5%. Ceci s'explique par la hausse des impôts directs de 1,5%, des impôts indirects de 14,9% et des recettes non fiscales de 107,8%, conjuguée à la baisse des droits de douane de 7,9% et des droits d'enregistrement et de timbre de 3,9%.



Les détails

TIC sur les produits énergétiques : + 48,3%

Les recettes fiscales ont été de 17,3 MMDH contre 16,4 MMDH à fin janvier 2016, en hausse de 5,5%.

L'évolution de ces recettes résulte de l'augmentation des recettes douanières de 17,8% et de la fiscalité domestique de 2,7%.

Les recettes douanières (droits de douane, TVA à l'importation et TIC sur les produits énergétiques) ont été de 4,7 MMDH à fin janvier 2017 contre 4 MMDH un an auparavant, en hausse de 17,8% ou +711 MDH par rapport à leur niveau à fin janvier 2016.

Les recettes des droits de douane réalisés à fin janvier 2017 ont atteint 668 MDH contre 725 MDH un an auparavant, soit une diminution de 7,9% ou -57 MDH.

Les recettes provenant de la TVA à l'importation se sont établies à 2,7 MMDH à fin janvier 2017 contre 2,4 MMDH à fin janvier 2016, enregistrant ainsi une hausse de 14% ou +334 MDH.

La TVA sur les produits énergétiques a enregistré une hausse de 53,6% ou +173 MDH et celle sur les autres produits une augmentation de 7,9% ou +161 MDH.

La TIC sur les produits énergétiques a atteint 1,3 MMDH contre 898 MDH, en augmentation de 48,3% par rapport à son niveau de fin janvier 2016 ou +434 MDH.

Les recettes réalisées au titre de la fiscalité domestique se sont établies à 11,7 MMDH à fin janvier 2017 contre 11,4 MMDH à fin janvier 2016, soit une augmentation de 2,7% ou +308 MDH.

Impôt sur les sociétés : + 2%

Les recettes de l'impôt sur les sociétés ont été de 1.542 MDH à fin janvier 2017 contre 1.512 MDH un an auparavant, en augmentation de 2% ou +30 MDH.

Les recettes de l'IR à fin janvier 2017 ont enregistré une augmentation de 6,7% par rapport à leur niveau à fin janvier 2016 (4.274 MDH contre 4.246 MDH), soit +28 MDH.

Les recettes de l'IR sur profits immobiliers ont connu une baisse de 11,3% ou -40 MDH par rapport à leur niveau de 2016 (315 MDH contre 355 MDH).

Les recettes de l'IR prélevé par la Direction des Dépenses de Personnel (DDP) relevant de la Trésorerie Générale du Royaume, ont enregistré une diminution de 9,7%.

Les recettes générées par la TVA à l'intérieur à fin janvier 2017 se sont établies à 2,7 MMDH contre 2,4 MMDH un an auparavant, soit une hausse de 14,3% ou +343 MDH, sachant qu'à fin janvier 2016 la TVA à l'intérieur avait enregistré une baisse de 11,1% par rapport à son niveau à fin janvier 2015 ou -297 MDH (2,4 MMDH contre 2,7 MMDH).

Les recettes de la TVA à l'intérieur tiennent compte de remboursements pour un montant de 228 MDH à fin janvier 2017 contre 453 MDH à fin janvier 2016.

Les recettes provenant des droits d'enregistrement et du timbre ont été de 3 MMDH à fin janvier 2017 contre 3,2 MMDH un an auparavant, soit une baisse de 3,9% ou -124 MDH, provenant en partie de la diminution des droits d'enregistrement (-163 MDH).

Les autres impôts directs ont enregistré une augmentation de 35,6% résultant principalement de la hausse de 37,7% des majorations de retard ou +29 MDH.

Les recettes des monopoles et participations en hausse

Les recettes non fiscales se sont établies à 663 MDH contre 319 MDH un an auparavant, en hausse de 107,8% ou +344 MDH, en raison notamment de l'augmentation des recettes de monopoles (236 MDH contre 39 MDH) et le versement par les comptes spéciaux du Trésor de 175 MDH au budget général, conjuguée à la baisse des recettes en atténuation des dépenses de la dette (6 MDH contre 79 MDH).

Les recettes des monopoles et participations ont atteint 236 MDH à fin janvier 2017 contre 39 MDH à fin janvier 2016, soit +197 MDH.

Les recettes à fin janvier 2017 ont été versées par FONDA (100 MDH), l'Office des changes (100 MDH) et Bank Al-Maghrib (36 MDH contre 39 MDH).

Les autres recettes non fiscales ont enregistré une hausse de 54,7% qui s'explique pour l'essentiel par le versement par les comptes spéciaux du Trésor (CST) de 175 MDH au profit du budget général.

A fin janvier 2017, les dix principales natures de recettes ci-après représentent 97,4% du total des recettes ordinaires. Avec des recettes de 5,4 MMDH, la TVA constitue la première source des recettes du budget de l'Etat.

A fin janvier 2017, le taux de couverture des dépenses ordinaires par les recettes ordinaires a été de 122,5% contre 113,9% un an auparavant. Ainsi, à fin janvier 2017, 44,6% de ces recettes ont été consacrées aux dépenses de personnel, 29,9% aux dépenses de matériel et 7,1% aux charges en intérêts de la dette.

Ainsi, une partie des dépenses émises au titre du budget de l'Etat a été financée principalement par le recours à l'emprunt.

Les dépenses en hausse de 2,7%

A fin janvier 2017, les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement, se sont élevés à 47,2 MMDH, représentant un taux global d'engagement de 13% contre 16% à fin janvier 2016. Le taux d'émission sur engagements a été de 69% contre 52% un an auparavant.

Les dépenses émises au titre du budget général ont été de 27,9 MMDH à fin janvier 2017, en hausse de 2,7% par rapport à leur niveau à fin janvier 2016, en raison de l'augmentation de 47,1% des charges de la dette budgétisée, conjuguée à la diminution de 1,4% des dépenses de fonctionnement et de 0,9% des dépenses d'investissement. La hausse des charges de la dette budgétisée s'explique par l'accroissement de 78,6% des remboursements du principal (1,9 MMDH contre 1,1 MMDH) et de 16% des intérêts de la dette (1,3 MMDH contre 1,1 MMDH).

Les dépenses de fonctionnement émises se sont établies à 13,4 MMDH, dont 8 MMDH ont concerné les traitements et salaires qui ont enregistré une hausse de 4,6%. Les dépenses de matériel ont diminué de 10,1% (5,3 MMDH contre 5,9 MMDH) et les charges communes ont été de 72 MDH contre 18 MDH à fin janvier 2016.

Les salaires servis par la TGR à fin janvier 2016 se sont établis à 8 MMDH contre 7,7 MMDH une année auparavant, soit une augmentation de 4,6% ou +352 MDH. Les salaires servis par la DDP ont été de 7,3 MMDH, en baisse de 2,8% par rapport à leur niveau à fin janvier 2016, en raison de la diminution de la masse salariale structurelle de 0,5% et des rappels de 88%.

Les émissions au titre des autres biens et services ont été de 5,4 MMDH, en diminution de 9,2% ou -543 MDH. Ces dépenses tiennent compte des transferts au profit de divers établissements et entreprises publics (1,2 MMDH contre 1,9 MMDH) et aux comptes spéciaux du Trésor (245 MDH contre 458 MDH).

Les intérêts de la dette augmentent de 16%

Les charges en intérêts de la dette ont été de 1,3 MMDH à fin janvier 2017 contre 1,1 MMDH à fin janvier 2016, en augmentation de 16%. Cette hausse s'explique par l'accroissement des charges en intérêts de la dette intérieure de 14,5% (1,1 MMDH contre 946 MDH) et par celles de la dette extérieure de 25,9% (185 MDH contre 147 MDH). Durant le mois de janvier 2017, il n'a pas été procédé à l'émission de dépenses au titre de la compensation.

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, le solde ordinaire enregistré à fin janvier 2017 a été positif

pour 3,3 MMDH contre un solde ordinaire positif de 2 MMDH un an auparavant.

Investissement : quasi-stagnation

Les dépenses d'investissement émises au titre du budget général se sont établies à 11,3 MMDH à fin janvier 2017 contre 11,4 MMDH un an auparavant, en diminution de 0,9%, suite à la baisse des charges communes de 10,1% et à la hausse des dépenses des ministères de 86,4%.

Les dépenses d'investissement tiennent compte du versement aux comptes spéciaux du Trésor d'un montant de 9,1 MMDH contre 10,1 MMDH à fin janvier 2016.

L'évolution de la structure des dépenses du budget général entre fin janvier 2016 et fin janvier 2017 fait ressortir une baisse de la part des dépenses d'investissement et de matériel, conjuguée à une hausse de la part des dépenses de personnel et des intérêts de la dette.

Dons des pays du Golfe : 78 MDH

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor ont atteint 14,6 MMDH. Ces recettes tiennent compte des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 9,1 MMDH et de la rentrée de 78 MDH au titre des dons des pays du Golfe.

Les dépenses émises ont été de 4,6 MMDH et concernent les comptes d'affectation spéciale (CAS) pour 2,8 MMDH. Le solde de l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élève à 10 MMDH.

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un excédent budgétaire de 2,1 MMDH à fin janvier 2017, contre un excédent budgétaire de 1,1 MMDH un an auparavant.

Le montant des ordres de paiement en cours de visa et de règlement a été de 32 MDH à fin janvier 2017 contre 8,2 MMDH à fin décembre 2016, soit une diminution de 8,1 MMDH.

Compte tenu d'un besoin de financement de 6 MMDH contre un besoin de financement de 1,2 MMDH à fin janvier 2016 et d'un flux net négatif de 1 MMDH du financement extérieur contre un flux net positif de 3,2 MMDH un an auparavant, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 7 MMDH contre un désendettement vis-à-vis du marché intérieur pour 2 MMDH à fin janvier 2016.

A fin janvier 2017, le financement extérieur a été négatif de 1 MMDH en raison du remboursement du principal de la dette extérieure pour 1 MMDH.

Le financement intérieur résulte notamment :

- du recours au marché des adjudications pour un montant net de 7,7 MMDH contre 6,2 MMDH un an auparavant;
- de la hausse des dépôts au Trésor de 424 MDH contre une diminution de 1,7 MMDH à fin janvier 2016 ;
- et de la ponction sur les disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib pour 212 MDH contre 715 MDH à fin janvier 2016.

Les dépôts au Trésor ont atteint 58,1 MMDH à fin janvier 2017, en augmentation de 424 MDH par rapport à leur niveau de fin décembre 2016.

Les disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib ont été de 2,6 MMDH à fin janvier 2017 contre 2,8 MMDH en début d'exercice, compte tenu d'un placement de 2,7 MMDH effectué en janvier 2017 et dont le remboursement n'intervient qu'en février.

S'élevant à 500 MMDH, l'encours de la dette intérieure est en hausse de 1,5% par rapport à son niveau à fin décembre 2016. Ceci s'explique par le recours du Trésor au marché des adjudications pour un montant net de 7,7 MMDH, résultant de souscriptions pour 14,3 MMDH et de remboursements pour 6,5 MMDH contre un recours pour un montant net de 6,2 MMDH un an auparavant, résultant de souscriptions pour 10,2 MMDH et de remboursements pour 4 MMDH.

Finances publiques en janvier 2017 : la dette intérieure s'accroît en raison du financement du Trésor pour 7,7 MMDH



A défaut de vote de la loi de finances 2017 ne pouvant intervenir en l'absence de formation d'un nouveau gouvernement à l'issue des élections législatives d'octobre 2016, et conformément à l'article 75 de la Constitution, le gouvernement en place a procédé à l'ouverture, par décret, des crédits nécessaires à la marche des services de publics et à l'exercice de leur mission. Ce décret fixe les montants des crédits du budget général, des services d'Etat gérés de manière autonome et des comptes spéciaux de Trésor.

Conformément au quatrième alinéa de l'article 75 de la Constitution, le gouvernement a reconduit les recettes qui continuent pour l'année 2017 à être perçues aux taux et selon les conditions prévus par la législation et la réglementation en vigueur qui leurs sont applicables sous réserve des dispositions du décret n° 2-16-1011 du 31 décembre 2016.

L'exécution du budget, au cours du mois de janvier 2017, dans le cadre de ces dispositions réglementaires exceptionnelles laisse apparaître des évolutions divergentes et fortes, parfois, des recettes avec une hausse des recettes douanières de 17,8%, de la taxe intérieure de consommation (TIC) sur les produits énergétiques de +48,3%) et une hausse de 2,7% de la fiscalité domestique. L'excédent du Trésor s'est élargi de 1 MMDH par rapport à janvier 2016 en s'établissant à 2,1 MMDH.

La situation des charges et ressources du Trésor arrêtée à fin janvier 2017 laisse apparaître une hausse des recettes ordinaires de 7,5% et une baisse des dépenses ordinaires émises de 0,1%, dégageant ainsi un solde ordinaire positif de 3,3 MMDH. Compte tenu d'un besoin de financement de 6 MMDH et d'un flux net négatif du financement extérieur de 1 MMDH, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 7 MMDH.

1-RECETTES ORDINAIRES Les recettes ordinaires se sont établies à 18 MMDH contre 16,7 MMDH à fin janvier 2016, en augmentation de 7,5%. Ceci s'explique par la hausse des impôts directs de 1,5%, des impôts indirects de 14,9% et des recettes non fiscales de 107,8%, conjuguée à la baisse des droits de douane de 7,9% et des droits d'enregistrement et de timbre de 3,9%.

TIC sur les produits énergétiques : + 48,3%

Les recettes fiscales ont été de 17,3 MMDH contre 16,4 MMDH à fin janvier 2016, en hausse de 5,5%.

L'évolution de ces recettes résulte de l'augmentation des recettes douanières de 17,8% et de la fiscalité domestique de 2,7%.

Les recettes douanières (droits de douane, TVA à l'importation et TIC sur les produits énergétiques) ont été de 4,7 MMDH à fin janvier 2017 contre 4 MMDH un an auparavant, en hausse de 17,8% ou +711 MDH par rapport à leur niveau à fin janvier 2016.

Les recettes des droits de douane réalisées à fin janvier 2017 ont atteint 668 MDH contre 725 MDH un an auparavant, soit une diminution de 7,9% ou -57 MDH.

Les recettes provenant de la TVA à l'importation se sont établies à 2,7 MMDH à fin janvier 2017 contre 2,4 MMDH à fin janvier 2016, enregistrant ainsi une hausse de 14% ou +334 MDH.

La TVA sur les produits énergétiques a enregistré une hausse de 53,6% ou +173 MDH et celle sur les autres produits une augmentation de 7,9% ou +161 MDH.

La TIC sur les produits énergétiques a atteint 1,3 MMDH contre 898 MDH, en augmentation de 48,3% par rapport à son niveau de fin janvier 2016 ou +434 MDH.

Les recettes réalisées au titre de la fiscalité domestique se sont établies à 11,7 MMDH à fin janvier 2017 contre 11,4 MMDH à fin janvier 2016, soit une augmentation de 2,7% ou +308 MDH.

Impôt sur les sociétés : + 2%

Les recettes de l'impôt sur les sociétés ont été de 1.542 MDH à fin janvier 2017 contre 1.512 MDH un an auparavant, en augmentation de 2% ou +30 MDH.

Les recettes de l'IR à fin janvier 2017 ont enregistré une augmentation de 0,7% par rapport à leur niveau à fin janvier 2016 (4.274 MDH contre 4.246 MDH), soit +28 MDH.

Les recettes de l'IR sur profits immobiliers ont connu une baisse de 11,3% ou -40 MDH par rapport à leur niveau de 2016 (315 MDH contre 355 MDH).

Les recettes de l'IR prélevé par la Direction des Dépenses de Personnel (DDP) relevant de la Trésorerie Générale du Royaume, ont enregistré une diminution de 9,7%.

Les recettes générées par la TVA à l'intérieur à fin janvier 2017 se sont établies à 2,7 MMDH contre 2,4 MMDH un an auparavant, soit une hausse de 14,3% ou +343 MDH, sachant qu'à fin janvier 2016 la TVA à l'intérieur avait enregistré une baisse de 11,1% par rapport à son niveau à fin janvier 2015 ou -297 MDH (2,4 MMDH contre 2,7 MMDH).

Les recettes de la TVA à l'intérieur tiennent compte de remboursements pour un montant de 228 MDH à fin janvier 2017 contre 453 MDH à fin janvier 2016.

Les recettes provenant des droits d'enregistrement et du timbre ont été de 3 MMDH à fin janvier 2017 contre 3,2 MMDH un an auparavant, soit une baisse de 3,9% ou -124 MDH, provenant en partie de la diminution des droits d'enregistrement (-163 MDH).

Les autres impôts directs ont enregistré une augmentation de 35,6% résultant principalement de la hausse de 37,7% des majorations de retard ou +29 MDH.

Les recettes des monopoles et participations en hausse

Les recettes non fiscales se sont établies à 663 MDH contre 319 MDH un an auparavant, en hausse de 107,8% ou +344 MDH, en raison notamment de l'augmentation des recettes de monopoles (236 MDH contre 39 MDH) et le versement par les comptes spéciaux du Trésor de 175 MDH au budget général, conjuguée à la baisse des recettes en atténuation des dépenses de la dette (6 MDH contre 79 MDH).

Les recettes des monopoles et participations ont atteint 236 MDH à fin janvier 2017 contre 39 MDH à fin janvier 2016, soit +197 MDH.

Les recettes à fin janvier 2017 ont été versées par l'ONDA (100 MDH), l'Office des changes (100 MDH) et Bank Al-Maghrib (36 MDH contre 39 MDH).

Les autres recettes non fiscales ont enregistré une hausse de 54,7% qui s'explique pour l'essentiel par le versement par les comptes spéciaux du Trésor (CST) de 175 MDH au profit du budget général.

A fin janvier 2017, les dix principales natures de recettes ci-après représentent 97,4% du total des recettes ordinaires. Avec des recettes de 5,4 MMDH, la TVA constitue la première source des recettes du budget de l'Etat.

A fin janvier 2017, le taux de couverture des dépenses ordinaires par les recettes ordinaires a été de 122,5% contre 113,9% un an auparavant. Ainsi, à fin janvier 2017, 44,6% de ces recettes ont été consacrées aux dépenses de personnel, 29,9% aux dépenses de matériel et 7,1% aux charges en intérêts de la dette.

Ainsi, une partie des dépenses émises au titre du budget de l'Etat a été financée principalement par le recours à l'emprunt.

Les dépenses en hausse de 2,7%

A fin janvier 2017, les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement, se sont élevés à 47,2 MMDH, représentant un taux global d'engagement de 13% contre 16% à fin janvier 2016. Le taux d'émission sur engagements a été de 69% contre 52% un an auparavant.

Les dépenses émises au titre du budget général ont été de 27,9 MMDH à fin janvier 2017, en hausse de 2,7% par rapport à leur niveau à fin janvier 2016, en raison de l'augmentation de 47,1% des charges de la dette budgétisée, conjuguée à la diminution de 1,4% des dépenses de fonctionnement et de 0,9% des dépenses d'investissement.

La hausse des charges de la dette budgétisée s'explique par l'accroissement de 78,6% des remboursements du principal (1,9 MMDH contre 1,1 MMDH) et de 16% des intérêts de la dette (1,3 MMDH contre 1,1 MMDH).

Les dépenses de fonctionnement émises se sont établies à 13,4 MMDH, dont 8 MMDH ont concerné les traitements et salaires qui enregistrent une hausse de 4,6%. Les dépenses de matériel ont diminué de 10,1% (5,3 MMDH contre 5,9 MMDH) et les charges communes ont été de 72 MDH contre 18 MDH à fin janvier 2016.

Les salaires servis par la TGR à fin janvier 2016 se sont établis à 8 MMDH contre 7,7 MMDH une année auparavant, soit une augmentation de 4,6% ou +352 MDH. Les salaires servis par la DDP ont été de 7,3 MMDH, en baisse de 2,8% par rapport à leur niveau à fin janvier 2016, en raison de la diminution de la masse salariale structurelle de 0,5% et des rappels de 88%.

Les émissions au titre des autres biens et services ont été de 5,4 MMDH, en diminution de 9,2% ou -543 MDH. Ces dépenses tiennent compte des transferts au profit de divers établissements et entreprises publics (1,2 MMDH contre 1,9 MMDH) et aux comptes spéciaux du Trésor (245 MDH contre 458 MDH).

Les intérêts de la dette augmentent de 16%

Les charges en intérêts de la dette ont été de 1,3 MMDH à fin janvier 2017 contre 1,1 MMDH à fin janvier 2016, en augmentation de 16%. Cette hausse s'explique par l'accroissement des charges en intérêts de la dette intérieure de 14,5% (1,1 MMDH contre 946 MDH) et par celles de la dette extérieure de 25,9% (185 MDH contre 147 MDH).

Durant le mois de janvier 2017, il n'a pas été procédé à l'émission de dépenses au titre de la compensation.

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, le solde ordinaire enregistré à fin janvier 2017 a été positif pour 3,3 MMDH contre un solde ordinaire positif de 2 MMDH un an auparavant.

Investissement : quasi-stagnation

Les dépenses d'investissement émises au titre du budget général se sont établies à 11,3 MMDH à fin janvier 2017 contre 11,4 MMDH un an auparavant, en diminution de 0,9%, suite à la baisse des charges communes de 10,1% et à la hausse des dépenses des ministères de 86,4%.

Les dépenses d'investissement tiennent compte du versement aux comptes spéciaux du Trésor d'un montant de 9,1 MMDH contre 10,1 MMDH à fin janvier 2016.

L'évolution de la structure des dépenses du budget général entre fin janvier 2016 et fin janvier 2017 fait ressortir une baisse de la part des dépenses d'investissement et de matériel, conjuguée à une hausse de la part des dépenses de personnel et des intérêts de la dette.

Dons des pays du Golfe : 78 MDH

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor ont atteint 14,6 MMDH. Ces recettes tiennent compte des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 9,1 MMDH et de la rentrée

de 78 MDH au titre des dons des pays du Golfe.

Les dépenses émises ont été de 4,6 MMDH et concernent les comptes d'affectation spéciale (CAS) pour 2,8 MMDH.

Le solde de l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élève à 10 MMDH.

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un excédent budgétaire de 2,1 MMDH à fin janvier 2017, contre un excédent budgétaire de 1,1 MMDH un an auparavant.

Le montant des ordres de paiement en cours de visa et de règlement a été de 32 MDH à fin janvier 2017 contre 8,2 MMDH à fin décembre 2016, soit une diminution de 8,1 MMDH.

Compte tenu d'un besoin de financement de 6 MMDH contre un besoin de financement de 1,2 MMDH à fin janvier 2016 et d'un flux net négatif de 1 MMDH du financement extérieur contre un flux net positif de 3,2 MMDH un an auparavant, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 7 MMDH contre

un désendettement vis-à-vis du marché intérieur pour 2 MMDH à fin janvier 2016.

A fin janvier 2017, le financement extérieur a été négatif de 1 MMDH en raison du remboursement du principal de la dette extérieure pour 1 MMDH.

Le financement intérieur résulte notamment :

- du recours au marché des adjudications pour un montant net de 7,7 MMDH contre 6,2 MMDH un an auparavant;
- de la hausse des dépôts au Trésor de 424 MDH contre une diminution de 1,7 MMDH à fin janvier 2016 ;
- et de la ponction sur les disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib pour 212 MDH contre 715 MDH à fin janvier 2016.

Les dépôts au Trésor ont atteint 58,1 MMDH à fin janvier 2017, en augmentation de 424 MDH par rapport à leur niveau de fin décembre 2016.

Les disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib ont été de 2,6 MMDH à fin janvier 2017 contre 2,8 MMDH en début d'exercice, compte tenu d'un placement de 2,7 MMDH effectué en janvier 2017 et dont le remboursement n'intervient qu'en février.

S'élevant à 500 MMDH, l'encours de la dette intérieure est en hausse de 1,5% par rapport à son niveau à fin décembre 2016. Ceci s'explique par le recours du Trésor au marché des adjudications pour un montant net de 7,7 MMDH, résultant de souscriptions pour 14,3 MMDH et de remboursements pour 6,5 MMDH contre un recours pour un montant net de 6,2 MMDH un an auparavant, résultant de souscriptions pour 10,2 MMDH et de remboursements pour 4 MMDH.

Hausse de l'excédent budgétaire à 2,1 MMDH

La situation des charges et ressources du Trésor dégage un excédent budgétaire de 2,1 milliards de dirhams (MMDH) à fin janvier 2017, contre 1,1 MMDH un an auparavant, selon la Trésorerie générale du Royaume (TGR), relevant du ministère de l'Économie et des Finances.

Cette évolution est attribuable à une progression de 7,5% des recettes ordinaires à 18 MMDH au cours du mois de janvier, plus importante que celle des dépenses émises au titre du budget général (+2,7% à 27,9 MMDH), explique la TGR, qui vient de publier son bulletin mensuel de statistiques des finances publiques (BSFP) de janvier 2017.

En effet, rapporte la MAP, l'accroissement des recettes ordinaires recouvre essentiellement la hausse des recettes non fiscales (+107,8%), des impôts indirects (+14,9%) et des impôts directs (+1,5%), conjuguée à la baisse des droits de douane (-7,9%) et des droits d'enregistrement et de timbre (-3,9%), précise le bulletin.

S'agissant des dépenses émises au titre du budget général, leur augmentation est due à la progression des charges de la dette budgétisée (+47,1%), atténuée par la diminution des dépenses de fonctionnement (-1,4%) et d'investissement (-0,9%), relève la TGR.

L'évolution de la structure des dépenses du budget général entre fin janvier 2016 et fin janvier 2017 fait ainsi ressortir une baisse de la part des dépenses de l'investissement à 43,6% et de matériel à 20,7%, ainsi qu'une augmentation des dépenses du personnel à 30,8%, indique le bulletin.

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor ont, quant à elle, atteint 14,6 MMDH, tenant en compte des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 9,1 MMDH et de la rentrée de 78 MMDH au titre des dons des pays du Golfe. Concernant les dépenses des CST, elles ont été de 4,6 MMDH, dont un montant de 2,8 MMDH concerne les comptes d'affectation spéciale (CAS), relève la TGR, précisant que le solde de l'ensemble des CST s'élève à 10 MMDH. Pour leur part, les recettes des services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA) ont progressé de 92,2% pour s'établir à 173 MMDH contre 90 MMDH à fin janvier 2016, fait savoir le bulletin, notant qu'au cours de janvier 2017, il n'a pas été procédé à l'émission de dépenses au titre des SEGMA.

À fin janvier 2017, les recettes ordinaires ont été réalisées à hauteur de 8,3% des prévisions de la loi de Finances, les dépenses ordinaires ont été exécutées pour 7% et les dépenses d'investissement ont été émises pour 17,8%.

Finances publiques

Les recettes ordinaires en hausse au mois de janvier



La situation des charges et ressources du trésor, arrêtée à fin janvier 2017, a laissé apparaître un solde ordinaire positif de l'ordre de 3,3 milliards de dirhams, contre 2 milliards de dirhams enregistrés une année auparavant, soit une progression annuelle nette de 1,3 milliard de dirhams. Cette appréciation émane principalement de la hausse des recettes ordinaires de 7,5%, conjuguée notamment à la baisse de 0,1% des dépenses ordinaires.

Dans le détail, l'augmentation des recettes ordinaires enregistrées à fin janvier 2017 trouve son origine dans l'appréciation de quatre composantes principales. Le premier élément est lié à la hausse des recettes douanières de 17,8%, incluant ainsi les droits de douane, la TVA à l'importation et la taxe intérieure de consommations sur les

produits énergétiques (TIC).

Le second est associé à la diminution de la TIC sur les tabacs manufacturés de -12,9%. Par ailleurs, la hausse de 2,7% de la fiscalité domestique (IS, IR, TVA à l'intérieur, les droits d'enregistrement et timbre et les majorations de retard) constitue le troisième facteur explicatif. Enfin, le dernier élément concerne l'augmentation des recettes non fiscales de 107,8%, en raison notamment de l'augmentation des recettes de monopoles de 236 millions de dirhams, ainsi que du versement par les comptes spéciaux du Trésor de 175 millions de dirhams au profit du budget général.

Par ailleurs, les recettes à fin janvier 2017 ont été versées par l'ONDA pour un montant de 100 millions de dirhams, l'Office des changes à hauteur de 100 millions de dirhams et Bank Al-Maghrib pour 36 millions de dirhams.

Le premier mois de l'exercice 2017 a été marqué par un taux global d'engagement de l'ordre de 13% contre 16% à fin janvier 2016. A ce titre, les engagements de dépenses se sont élevés à 47,2 milliards de dirhams.

Ainsi, sur la même période les dépenses émises au titre du budget général ont été de l'ordre de 27,9 milliards de dirhams, en progression nette de 2,7% comparativement à leur niveau enregistré une année plus tôt. Cette situation s'explique principalement par l'augmentation de 47,1% des charges de la dette budgétisée, conjuguée notamment à la baisse de 1,4% des dépenses de fonctionnement à 13,4 milliards de dirhams, et la diminution de 0,9% des dépenses d'investissement.

Un solde ordinaire dans le vert...

Sur la base des recettes encais-

sées et des dépenses émises, le solde ordinaire enregistré à fin janvier 2017 ressort à 3,3 milliards de dirhams, contre un solde ordinaire de 2 milliards de dirhams enregistré à la même période l'année précédente. En effet, la présente situation dégage un excédent budgétaire de 2,1 milliards de dirhams à fin janvier 2017, contre un excédent budgétaire de 1,1 milliard de dirhams à fin janvier 2016.

Ainsi, sur la même période, les dépôts au Trésor ont atteint les 58,1 milliards de dirhams, en appréciation de 424 millions de dirhams comparativement à leur niveau de fin décembre 2016.

Enfin, on note que les disponibilités du trésor auprès de Bank Al-Maghrib ont été de 2,6 milliards de dirhams à fin janvier 2017 contre 2,8 milliards de dirhams en début d'année.

S.B

Finances publiques

Trésor : Près de 30 milliards DH de recettes générées à fin février

Kawtar Tali
ktali@aujourd'hui.ma

Un déficit de près de 6 milliards de dirhams se dégage de la situation des charges et ressources du Trésor à fin février. Cet écart semble être réduit de plus de 8 milliards de dirhams si on le compare à la même période de l'année précédente où le déficit budgétaire atteignait les 14,1 milliards de dirhams. Les dernières statistiques des finances publiques arrêtées au deuxième mois de l'année démontrent une hausse des recettes au moment où les dépenses se sont inscrites en repli. Le Trésor a généré à fin février des recettes en amélioration de 2,4%. Elles se sont chiffrées à 29,9 milliards de dirhams constituées à hauteur de 32,7% de TVA. Se référant à la dernière publication de la Trésorerie générale du Royaume, il ressort que l'amélioration des recettes résulte de la hausse de 4,1% des impôts directs, de 8,6% des impôts indirects et de 1% des droits d'enregistrement et de timbre. Les droits de douane ont en revanche fléchi aux deux premiers mois de l'année. Ils ont baissé de 19% à fin février au moment où les recettes non fiscales ont

affiché une baisse de 31,3%. Les recettes fiscales se sont chiffrées pour la même période à 28,7 milliards de dirhams, en amélioration de 4,4%. Cette évolution résulte de l'augmentation à la fois des recettes douanières et de la fiscalité domestique. A fin février les recettes douanières ont atteint les 8,7 milliards de dirhams gagnant ainsi 3,6% par rapport à la valeur atteinte à la même période de l'année passée. Elles sont constituées de 1,3 milliard de dirhams de droits de douane, de 5,3 milliards de dirhams de TVA à l'importation et de 2,1 milliards de dirhams de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques. La fiscalité domestique a pour sa part

L'amélioration des recettes résulte de la hausse de 4,1% des impôts directs, de 8,6% des impôts indirects et de 1% des droits d'enregistrement et de timbre



progressé à fin février 2017. Les recettes générées dans ce sens se sont établies à 18,3 milliards de dirhams en hausse de 6,5%. En parallèle, les dépenses émises au titre du budget général ont connu une diminution à fin février. Elles se sont rétrécies de 1,5% pour s'établir à 57,4 milliards de dirhams. Ce repli résulte de la baisse de 10,7% de l'investissement et de 0,1% des dépenses de fonctionnement, le tout conjugué à une hausse de 4,8% des charges de la dette budgétisée. En effet, les dépenses d'investisse-

ment émises au titre du budget de l'Etat ont atteint 12,9 milliards de dirhams contre 14,5 milliards de dirhams une année auparavant. La baisse relevée dans ce sens est de 10,7%. Les dépenses des ministères ont baissé de 22,8%. Il en est de même pour les charges communes qui ont reculé à fin février de 6,2%. S'agissant des engagements de dépenses, la Trésorerie générale du Royaume relève dans ses statistiques un taux de 26%, soit 102,1 milliards de dirhams engagés à

fin février. La structure des dépenses du budget général reste dominée par les dépenses de personnel. Ces dernières représentent 38% de la structure, suivies des dépenses de l'investissement (27,4%), matériel (24,1%) et intérêt (10,4%). Notons que l'encours de la dette intérieure s'est élevé à fin février à 505,8 millions de dirhams. Il est en hausse de 2,8% par rapport à fin 2016. Cette ventilation est expliquée par le recours du Trésor au marché des adjudications, soit 13,8 milliards de dirhams.

Budget/Investissement

Les décaissements chutent de plus de 10%

• 12,9 milliards de dirhams débloqués à fin février

• Les arriérés de compensation s'élèvent à 1,9 milliard de DH

• Le déficit budgétaire recule de plus de la moitié

LA baisse du déficit budgétaire à 5,9 milliards de dirhams à fin février contre 14,1 milliards de dirhams en 2016 aurait été une bonne nouvelle. Sauf qu'elle s'accompagne d'une chute de 10,7% de l'investissement financé par le budget de l'Etat confirmant l'information sur les retards de paiements. Le blocage dans la formation du gouvernement se fait sentir même si les crédits nécessaires à la marche des services et la perception des recettes sont ouverts par décret. Cette situation pourrait impacter la croissance prévue à

Principales natures de recettes du budget général à fin février 2017			
Nature	Recettes ordinaires en millions de DH	Evol en %	Structure
Taxe sur la valeur ajoutée	9.739	▲ 12,6%	32,7%
- à l'importation	5.326	▲ 8%	17,8%
- à l'intérieur	4.433	▲ 18,6%	14,8%
Impôt sur le revenu	7.164	▲ 1,9%	24%
Droits d'enregistrement	4.363	▲ 1%	14,6%
TIC prod. énergétiques	2.149	▲ 10,3%	7,2%
Impôt sur les sociétés	2.083	▲ 9%	7%
TIC tabacs manufacturés	1.475	▼ 11,6%	4,9%
Droits de douane	1.263	▼ 19%	4,2%
Monopoles	272	▲ 306%	0,9%
Majorations de retard	219	▲ 29,6%	0,7%
Redevance gazoduc	209	▼ 2,8%	0,7%

La TVA à l'intérieur et l'importation est en hausse de 12,6%. Depuis janvier, l'on note une reprise de la TVA à l'intérieur. Cette reprise s'accompagne d'un recul des remboursements à 562 millions de dirhams contre plus de 1 milliard l'année dernière

moins d'une accélération du rythme une fois la crise dépassée.

Ainsi les dépenses des ministères ont marqué le pas de 22,8% et les charges communes de 6,2%. Sur une prévision d'invest-

issement de 63,5 milliards de dirhams, l'Etat a débloqué 12,9 milliards de dirhams à fin février contre 14,5 milliards l'année dernière.

La rubrique compensation n'a pas connu de mouvement. Les statistiques de la trésorerie générale du Royaume indiquent qu'aucune dépense n'a été déboursée. En parallèle, les chiffres de la Caisse de compensation révèlent que les créances dues aux opérateurs du gaz butane et du sucre, au 28 février

2017 et portant sur le mois de décembre 2016 et janvier 2017, s'élèvent à 1,96 milliard de dirhams. «Des valeurs non échues», selon la Caisse de compensation.

Les deux premiers mois de l'année sont marqués par une quasi-stagnation du budget de fonctionnement en raison non seulement de l'absence de paiements au titre de la compensation mais aussi en raison d'un recul de 3% des dépenses du personnel.

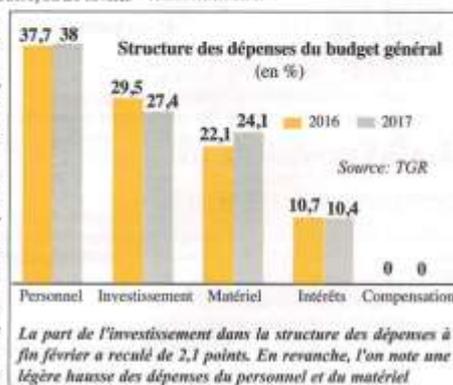
Les salaires servis par la TGR à fin février ont atteint 17,9 milliards de dirhams contre 18,5 milliards de dirhams une année auparavant. Pour l'instant, les recrutements dans la fonction publique au titre de 2017 sont gelés puisqu'en l'absence de la loi de finances aucun poste budgétaire n'est ouvert.

Les transferts aux établissements publics se poursuivent. La Caisse marocaine de retraite a reçu 927 millions de dirhams contre 915 millions à fin février 2016. De même, un montant de 4 milliards de dirhams au profit d'autres établissements publics est enregistré ainsi que 713 millions au profit des comptes spéciaux du Trésor. Les dépenses de l'Etat sont également marquées par une hausse des charges de la dette. D'un côté, le remboursement du principal a pris 10,9% et de l'autre les intérêts de la dette ont baissé

de 6%.

Globalement les dépenses ont diminué de 1,5% s'établissant à 57,4 milliards de dirhams alors que les recettes se sont accrues de 2,4% s'élevant à 29,9 milliards de dirhams. Certaines recettes fiscales ont connu une baisse importante. C'est le cas de la TIC sur le tabac qui a cédé 11,6%. En parallèle, la taxe sur produits énergétiques a pris 10,3% générant 2,1 milliards de dirhams. Les droits de douane ont également décroché de 19% alors que la TVA à l'importation augmente de 8% tirée par les produits énergétiques dont les achats ont augmenté de plus de moitié au cours des deux premiers mois de l'année atteignant ainsi 10,3 milliards de dirhams. Les recettes de la TVA sur les produits énergétiques ont augmenté de 36,6% et seulement de 3,7% sur les autres produits.

Signe peut-être d'une reprise de la consommation, la TVA à l'intérieur bondit de 18,6%. En revanche, les remboursements liés à cette taxe ont chuté: 562 millions de dirhams contre plus d'un milliard de dirhams l'année dernière.



La part de l'investissement dans la structure des dépenses à fin février a reculé de 2,1 points. En revanche, l'on note une légère hausse des dépenses du personnel et du matériel

L'impôt sur les sociétés a généré 2,1 milliards de dirhams alors que les recettes de l'IR ont progressé de 1,9%. L'on note une légère reprise de l'IR sur les profits immobiliers. Quant aux droits d'enregistrement et de timbre, ils se maintiennent à 4,4 milliards de dirhams. De leur côté, les recettes non fiscales se sont établies à 1,1 milliard de dirhams contre 1,6 milliard l'année dernière. Une baisse attribuée notamment à la diminution de 91,5% des recettes en atténuation de la dette. Les versements des comptes spéciaux du Trésor ont atteint 266 millions de dirhams et les recettes de monopole ont atteint 272 millions de dirhams. L'ONDA, l'Office des changes et Bank Al-Maghrib ont opéré les premiers versements prévus. □

K. M.

Finances publiques

Les recettes maintiennent l'inflexion du déficit

L'État soigne-t-il davantage ses finances ou serait-ce un concours de circonstances ? En tout cas, le déficit global du Trésor s'est nettement allégé, passant à -5,9 milliards de DH à fin février contre -14,1 milliards un an plus tôt. Une évolution à la faveur d'une hausse de 2,4% des recettes ordinaires et d'une baisse de 1% des dépenses, malgré un retrait de 10,7% des investissements.

Les finances publiques continuent d'émettre des signaux rassurants. Ce qui augure d'une nouvelle détente cette année. Après 2016 où le déficit budgétaire a été ramené à 41,6 milliards de DH, en baisse de 3 milliards, et janvier dernier où le Trésor a même réalisé un excédent de 2,1 milliards, le deuxième mois de l'année appuie cette tendance.

Ainsi, le solde ordinaire du Trésor s'est amélioré, passant d'un déficit de 5,4 milliards à fin février 2016 à -4,3 milliards un an plus tard. C'est ce qui ressort de l'exécution du décret portant ouverture des crédits nécessaires à la marche des services publics et à l'exercice de leur mission et du décret relatif à la perception de certaines recettes pour l'année budgétaire 2017, selon les statistiques publiées par la Trésorerie générale du Royaume (TGR). De même, le déficit global du Trésor a réalisé un net allègement, passant de -14,1 milliards à seulement -5,9 milliards entre les deux dates considérées, compte tenu d'un solde positif de 11,4 milliards dégagé par les comptes spéciaux du Trésor (CST) et les services de l'État gérés de manière autonome (SEGMA).

La situation des charges et ressources du Trésor arrêtée à fin février 2017 laisse, en effet, apparaître une hausse des recettes ordinaires de 2,4%, s'élevant à 29,861 milliards et une baisse des dépenses ordinaires de 1% à 34,188 milliards.

La hausse des recettes ordinaires est favorisée par l'accroissement des impôts directs de 4,1% à 9,499 milliards, des impôts indirects de 8,6% à 13,623 milliards et des droits d'enregistrement et de timbre de 1% à 4,4 milliards. En revanche, les droits de douane ont chuté de 19% à 1,263 milliard et les recettes non fiscales de 31,3% à 1,1 milliard. Globalement, les recettes fiscales ont atteint 28,7 milliards, en hausse de 4,4%. Leur évolution résulte de l'augmentation des recettes douanières de 3,6% à 8,7 milliards et de la fiscalité domestique de 6,5% qui se sont établies à 18,3 milliards à fin février 2017. Le bon comportement de cette dernière est dû notamment à la TVA et à l'IS. Les re-



Les recettes fiscales ont atteint 28,7 milliards, en hausse de 4,4% à fin février 2017.

cettes générées par la TVA à l'intérieur à fin février 2017 se sont établies à 4,4 milliards, en hausse de 18,6%, sachant qu'à fin février 2016 la TVA à l'intérieur avait enregistré une baisse de 8,3% par rapport à son niveau sur la même période de 2015. Les recettes de l'impôt sur les sociétés ont totalisé, quant à elles, 2,1 milliards, en augmentation de 9%, sachant qu'à fin février 2016 l'IS avait enregistré une baisse de 15,5%. S'agissant des recettes de l'IR, elles ont crû de 1,9% à 7,2 milliards. Pour ce qui est des dépenses, leur repli s'explique en premier lieu par l'accalmie des charges de fonctionnement émises qui se sont établies à 29,3 milliards, en baisse de 3%. Celle-ci résulte essentiellement des dépenses de personnel qui se sont établies à 17,9 milliards, en diminution de 3% et des intérêts de la dette qui ont été de 4,9 milliards, en retrait de 6%, au moment où il n'a pas été procédé à l'émission de dépenses au titre de la compensation à fin février 2017.

Les dépenses d'investissement émises ont aussi reculé (-10,7%, s'élevant à 12,9 milliards), suite à la baisse des dépenses des ministères de 22,8% et des charges communes de 6,2%. ■

Lahcen Oudoud

La baisse des dépenses s'explique d'abord par l'accalmie des charges de fonctionnement qui se sont établies à 29,3 milliards, en baisse de 3%.

Trésorerie du royaume: déficit budgétaire de 5,9 MMDH à fin février 2017

Cette évolution est due à une progression de 2,4% des recettes ordinaires à 29,9 MMDH à fin février et d'une baisse de 1,5% des dépenses émises au titre du budget général à 57,4 MMDH, explique la TGR qui vient de publier son bulletin mensuel de statistiques des finances publiques (BSFP) de février 2017



La situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 5,9 milliards de dirhams (MMDH) à fin février 2017, contre un déficit de 14,1 MMDH un an auparavant, selon la Trésorerie Générale du Royaume (TGR), relevant du ministère de l'Économie et des finances.

Cette évolution est due à une progression de 2,4 % des recettes ordinaires à 29,9 MMDH à fin février et d'une baisse de 1,5 % des dépenses émises au titre du budget général à 57,4 MMDH, explique la TGR qui vient de publier son bulletin mensuel de statistiques des finances publiques (BSFP) de février 2017.

En effet, l'accroissement des recettes ordinaires s'explique par la hausse des impôts directs de 4,1 %, des impôts indirects de 8,6 % et des droits d'enregistrement et de timbre de 1 %, conjuguée à la baisse des droits de douane de 19 % et des recettes non fiscales de 31,3 %, précise le bulletin.

S'agissant des dépenses émises au titre du budget général, leur recul est dû à la baisse de 0,1 % des dépenses de fonctionnement et de 10,7 % des dépenses d'investissement, conjuguée à la hausse de

4,8 % des charges de la dette budgétisée, relève la TGR.

La hausse des charges de la dette budgétisée s'explique par l'accroissement de 10,9 % des remboursements du principal (10,3 MMDH contre 9,3 MMDH) et par la baisse de 6 % des intérêts de la dette (4,9 MMDH contre 5,2 MMDH), précise la même source.

L'évolution de la structure des dépenses du budget général entre fin février 2016 et fin février 2017 fait ainsi ressortir une hausse de la part des dépenses de personnel à 38 % et de matériel à 24,1 %, conjuguée à une diminution de la part des dépenses d'investissement à 27,4 % et des intérêts de la dette à 10,4 %, indique le bulletin.

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor (CST) ont, quant à elle, atteint 18,9 MMDH, tenant en compte des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 9,6 MMDH et de la rentrée de 213 millions de dirhams (MDH) au titre des dons des pays du Golfe.

Concernant les dépenses des CST, elles ont été de 7,8 MMDH, dont un montant de 5,7 MMDH concerne les comptes d'affectation spéciale (CAS), relève la TGR, précisant que le solde de l'ensemble des CST s'élève à 11,1 MMDH.

Pour leur part, les recettes des services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA) ont progressé de 45,5 % pour s'établir à 291 MMDH contre 200 MMDH à fin février 2016, fait savoir le bulletin, notant qu'à fin février 2017, les dépenses émises ont été de 6 MDH contre 14 MDH une année auparavant, en baisse de 557,1 %.

Trésor : Près de 30 milliards DH de recettes générées à fin février

L'amélioration des recettes résulte de la hausse de 4,1% des impôts directs, de 8,6% des impôts indirects et de 1% des droits d'enregistrement et de timbre.

Un déficit de près de 6 milliards de dirhams se dégage de la situation des charges et ressources du Trésor à fin février. Cet écart semble être réduit de plus de 8 milliards de dirhams si on le compare à la même période de l'année précédente où le déficit budgétaire atteignait les 14,1 milliards de dirhams. Les dernières statistiques des finances publiques arrêtées au deuxième mois de l'année démontrent une hausse des recettes au moment où les dépenses se sont inscrites en repli. Le Trésor a généré à fin février des recettes en amélioration de 2,4%. Elles se sont chiffrées à 29,9 milliards de dirhams constituées à hauteur de 32,7% de TVA. Se référant à la dernière publication de la Trésorerie générale du Royaume, il ressort que l'amélioration des recettes résulte de la hausse de 4,1% des impôts directs, de 8,6% des impôts indirects et de 1% des droits d'enregistrement et de timbre. Les droits de douane ont en revanche fléchi aux deux premiers mois de l'année. Ils ont baissé de 19% à fin février au moment où les recettes non fiscales ont affiché une baisse de 31,3%. Les recettes fiscales se sont chiffrées pour la même période à 28,7 milliards de dirhams, en amélioration de 4,4%.

Cette évolution résulte de l'augmentation à la fois des recettes douanières et de la fiscalité domestique. A fin février les recettes douanières ont atteint les 8,7 milliards de dirhams gagnant ainsi 3,6% par rapport à la valeur atteinte à la même période de l'année passée. Elles sont constituées de 1,3 milliard de dirhams de droits de douane, de 5,3 milliards de dirhams de TVA à l'importation et de 2,1 milliards de dirhams de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques. La fiscalité domestique a pour sa part progressé à fin février 2017. Les recettes générées dans ce sens se sont établies à 18,3 milliards de dirhams en hausse de 6,5%. En parallèle, les dépenses émises au titre du budget général ont connu une diminution à fin février. Elles se sont rétractées de 1,5% pour s'établir à 57,4 milliards de dirhams. Ce repli résulte de la baisse de 10,7% de l'investissement et de 0,1% des dépenses de fonctionnement, le tout conjugué à une hausse de 4,8% des charges de la dette budgétisée. En effet, les dépenses d'investissement émises au titre du budget de l'Etat ont atteint 12,9 milliards de dirhams contre 14,5 milliards de dirhams une année auparavant. La baisse relevée dans ce sens est de 10,7%.

Les dépenses des ministères ont baissé de 22,8%. Il en est de même pour les charges communes qui ont reculé à fin février de 6,2%. S'agissant des engagements de dépenses, la Trésorerie générale du Royaume relève dans ses statistiques un taux de 26%, soit 102,1 milliards de dirhams engagés à fin février. La structure des dépenses du budget général

reste dominée par les dépenses de personnel. Ces dernières représentent 38% de la structure, suivies des dépenses de l'investissement (27,4%), matériel (24,1%) et intérêt (10,4%). Notons que l'encours de la dette intérieure s'est élevé à fin février à 505,8 millions de dirhams. Il est en hausse de 2,8% par rapport à fin 2016. Cette ventilation est expliquée par le recours du Trésor au marché des adjudications, soit 13,8 milliards de dirhams.

Finance

Déficit budgétaire de 5,9 MMDH à fin février 2017 (TGR)

Rabat – La situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 5,9 milliards de dirhams (MMDH) à fin février 2017, contre un déficit de 14,1 MMDH un an auparavant, selon la Trésorerie Générale du Royaume (TGR), relevant du ministère de l'Économie et des finances.

Déficit budgétaire de 5,9 MMDH à fin février 2017 (TGR)



La situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 5,9 milliards de dirhams (MMDH) à fin février 2017, contre un déficit de 14,1 MMDH un an auparavant, selon la Trésorerie Générale du Royaume (TGR), relevant du ministère de l'Économie et des finances.

Cette évolution est due à une progression de 2,4% des recettes ordinaires à 29,9 MMDH à fin février et d'une baisse de 1,5% des dépenses émises au titre du budget général à 57,4 MMDH, explique la TGR qui vient de publier son bulletin mensuel de statistiques des finances publiques (BSFP) de février 2017.

En effet, l'accroissement des recettes ordinaires s'explique par la hausse des impôts directs de 4,1%, des impôts indirects de 8,6% et des droits d'enregistrement et de timbre de 1%, conjuguée à la baisse des droits de douane de 19% et des recettes non fiscales de 31,3%, précise le bulletin.

S'agissant des dépenses émises au titre du budget général, leur recul est dû à la baisse de 0,1% des dépenses de fonctionnement et de 10,7% des dépenses d'investissement, conjuguée à la hausse de 4,8% des charges de la dette budgétisée, relève la TGR. La hausse des charges de la dette budgétisée s'explique par l'accroissement de 10,9% des remboursements du principal (10,3 MMDH contre 9,3 MMDH) et par la baisse de 6% des intérêts de la dette (4,9 MMDH contre 5,2 MMDH), précise la même source.

L'évolution de la structure des dépenses du budget général entre fin février 2016 et fin février 2017 fait ainsi ressortir une hausse de la part des dépenses de personnel à 38% et de matériel à 24,1%, conjuguée à une diminution de la part des dépenses d'investissement à 27,4% et des intérêts de la dette à 10,4%, indique le bulletin. Les recettes des comptes spéciaux du Trésor (CST) ont, quant à elle, atteint 18,9 MMDH, tenant en compte des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 9,6 MMDH et de la rentrée de 213 millions de dirhams (MDH) au titre des dons des pays du Golfe.

Concernant les dépenses des CST, elles ont été de 7,8 MMDH, dont un montant de 5,7 MMDH concerne les comptes d'affectation spéciale (CAS), relève la TGR, précisant que le solde de l'ensemble des CST s'élève à 11,1 MMDH. Pour leur part, les recettes des services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA) ont progressé de 45,5% pour s'établir à 291 MMDH contre 200 MMDH à fin février 2016, fait savoir le bulletin, notant qu'à fin février 2017, les dépenses émises ont été de 6 MDH contre 14 MDH une année auparavant, en baisse de 557,1%.

Le déficit budgétaire en baisse

● Il est passé de 41,1 MMDH à fin février 2016 à 5,9 MMDH à fin février dernier. L'encours de la dette intérieure a atteint 505,8 MMDH en hausse de 2,8% par rapport à fin décembre 2016

De 14,1 MMDH à fin février 2016, le déficit budgétaire a baissé pour atteindre 5,9 MMDH à fin février dernier. C'est ce que note le bulletin mensuel des statistiques des finances publiques de la Direction générale du Trésor (TGR). Cette baisse s'explique par la conjugaison de la hausse de 2,4% des recettes ordinaires qui ont atteint à 29,9 MMDH à fin février dernier et de la baisse d'1,5% des dépenses du budget général à 57,4 MMDH. S'agissant de la hausse des recettes ordinaires, cette dernière est la conséquence de la hausse de 4,1% des impôts directs, de 8,6% des impôts indirects et de 1% des droits d'enregistrement. Ces hausses sont conjuguées à la baisse de 19% des droits de douane et de 31,3% des recettes non fiscales. Quant à la baisse du budget général, elle est la résultante de la baisse de 0,1% des dépenses de fonctionnement et de 10,7% des dépenses d'investissement auxquelles s'ajoute la hausse de 4,8% des charges de la dette budgétisée. Dans la rubrique des dépenses, la TGR a constaté que «les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement se sont élevés à 102,1 MMDH, représentant un taux global d'engagement de 26% contre 27% à fin



février 2016. Le taux d'émission sur engagement a été de 64% contre 68% un an auparavant». Cela dit, les dépenses du budget général ont atteint 57,4%. À ce niveau, il faut signaler que les dépenses de fonctionnement ont été de l'ordre de 29,3 MMDH (dont 17,9 MMDH pour les traitements et les salaires). Concernant les dépenses d'investissement, ces dernières ont baissé de 10,7% à 12,9 MMDH à fin 2016 contre 14,5 MMDH un an auparavant. Derrière, on trouve la baisse de 22,8% des dépenses des ministères et de 6,2% des charges communes. «Les dépenses d'investissement tiennent

compte du versement aux comptes spéciaux du Trésor d'un montant de 9,6 MMDH contre 10,1 MMDH à fin février 2016», précise la TGR. Par ailleurs, les recettes des comptes spéciaux du Trésor ont atteint 18,9 MMDH. «Ces dernières tiennent compte des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 9,6 MMDH et de la rentrée de 213 MDH provenant des dons des pays du Golfe». Sur un autre registre, à fin février dernier, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 14,8 MMDH contre 11,7 MMDH durant la même pé-

riode un an auparavant. Ce recours s'explique par le besoin de financement qui a atteint 13,8 MMDH à fin février dernier contre 15,2 MMDH à fin février 2016 et d'un flux net négatif d'1 MMDH du financement extérieur contre un flux net positif de 3,4 MMDH un an auparavant. Le financement extérieur a été négatif d'1 MMDH dû au remboursement du principal de la dette extérieure qui a atteint 1,6 MMDH contre des tirages de 619 MDH dont 579 MDH auprès de la BAD. Le financement intérieur, lui, a nécessité un montant de 13,8 MMDH provenant du marché des adjudications contre 8,5 MMDH un an auparavant. Il a aussi profité de la hausse de 627 MDH des dépôts au Trésor (contre 2,8 MMDH à fin février 2016) et de la reconstitution des disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib pour 7 MDH. Enfin, à fin février dernier, l'encours de la dette intérieure a atteint 505,8 MMDH, ce qui représente une hausse de 2,8% par rapport à fin décembre 2016. Cette hausse est la conséquence du recours du Trésor au marché des adjudications pour un montant net de 13,8 MMDH, résultant de souscriptions pour 32,2 MMDH et de remboursements pour 18,4 MMDH contre un recours pour un montant net de 8,5 MMDH un an auparavant, résultant de souscriptions pour 32,2 MMDH et de remboursements pour 23,7 MMDH», explique la TGR. ●

PAR ALYA ALAMI

Finances publiques à fin février : Dans le vide de la loi de finances 2017

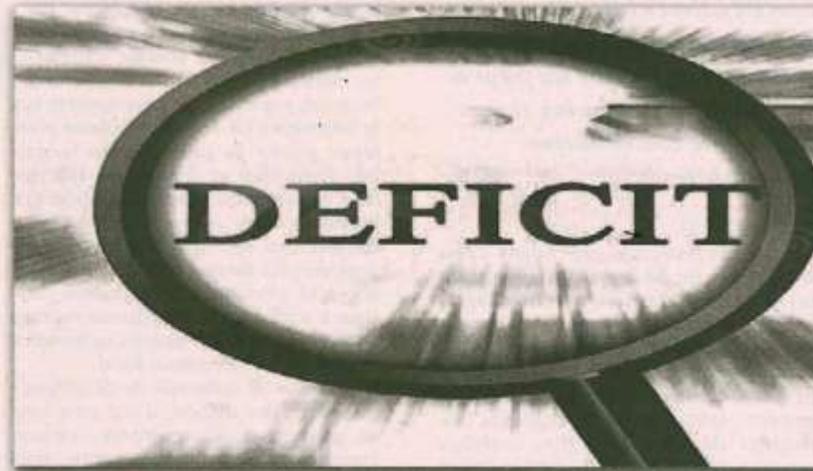
Pour le second mois consécutif, et en l'absence de loi de finances en raison de l'incapacité à former le gouvernement, à fin février 2017 et en comparaison avec la même période de 2016, l'exécution du décret portant ouverture des crédits nécessaires à la marche des services publics et à l'exercice de leur mission et du décret relatif à la perception de certaines recettes pour l'année budgétaire 2017, laisse apparaître une nette amélioration du déficit du trésor indépendamment de l'évolution de la situation économique et des impacts d'une vie politique normale sur celle-ci.

Au terme de ce deuxième mois, les recettes ordinaires ont augmenté de 2,4%. Les recettes de la TVA à l'intérieur ont augmenté de 18,6% ou +696 MDH, sachant qu'à fin février 2016.

La TVA à l'intérieur avait enregistré une baisse de 8,3% par rapport à son niveau à fin février 2015 ou -340 MDH (3,7 MMDH contre 4,1 MMDH). Les recettes de la TVA à l'intérieur tiennent compte de remboursements pour un montant de 562 MDH à fin février 2017 contre 1.044 MDH à fin février 2016.

Les dépenses ordinaires émises en baisse de 1%, en raison de la diminution de 6% des charges en

intérêts de la dette et de 0,1% des dépenses de biens et services, due à



la baisse de 3% des dépenses de personnel et à la hausse de 5% des autres dépenses de biens et services ;

La situation des charges et ressources du Trésor arrêtée à fin février 2017 laisse apparaître une hausse des recettes ordinaires de 2,4% et une baisse des dépenses ordinaires émises de 1%, dégageant ainsi un solde ordinaire négatif de 4,3 MMDH.

Compte tenu d'un besoin de financement de 13,8 MMDH et d'un flux net négatif du financement extérieur de

1 MMDH, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 14,8 MMDH.

Les recettes ordinaires se sont établies à 29,9 MMDH contre 29,2 MMDH à fin février 2016, en augmentation de 2,4%.

Ceci s'explique par la hausse des impôts directs de 4,1%, des impôts indirects de 8,6% et des droits d'enregistrement et de timbre de 1%, conjuguée à la baisse des droits de douane de 19% et des recettes non fiscales de 31,3%.

Les recettes fiscales ont été de 28,7 MMDH contre 27,5 MMDH à fin février 2016, en hausse de 4,4%.

L'évolution des recettes fiscales résulte de l'augmentation des recettes douanières de 3,6% et de la fiscalité domestique de 6,5%.

Les recettes douanières (droits de douane, TVA à l'importation et TIC sur les produits énergétiques) ont été de 8,7 MMDH à fin février 2017 contre 8,4 MMDH un an auparavant, en hausse de 3,6% ou +300 MDH par rapport à leur niveau à fin février 2016.

Les recettes des droits de douane réalisées à fin février 2017 ont atteint 1,3 MMDH contre 1,6 MMDH un an auparavant, soit une diminution de 19% ou -296 MDH. Les recettes provenant de la TVA à l'importation se sont établies à 5,3 MMDH à fin février 2017 contre 4,9 MMDH à fin février 2016, enregistrant ainsi une hausse de 8% ou +396 MDH.

La TVA sur les produits énergétiques a enregistré une hausse de 36,6% ou +236 MDH et celle sur les autres produits une augmentation de 3,7% ou +160 MDH.

La TIC sur les produits énergétiques a atteint 2,1 MMDH contre 1,9 MMDH, en augmentation de 10,3% par rapport à son niveau de fin février 2016 ou +200 MDH.

TVA : Recettes en hausse de 18,6%

Les recettes réalisées au titre de la fiscalité domestique se sont établies à 18,3 MMDH à fin février 2017 contre 17,2 MMDH à fin février 2016, soit une augmentation de 6,5% ou +1,1 MMDH.

Les recettes de l'impôt sur les sociétés ont été de 2,1 MMDH à fin février 2017 contre 1,9 MMDH un an auparavant, en augmentation de 9% ou +172 MDH, sachant qu'à fin février 2016 l'IS avait enregistré une baisse de 15,5% par rapport à son niveau à fin février 2015 ou -351 MDH (1,9 MMDH contre 2,3 MMDH).

Les recettes de l'IR à fin février 2017 ont enregistré une augmentation de 1,9% par rapport à leur niveau à fin février 2016 (7,2 MMDH contre 7 MMDH), soit +136 MDH.

Les recettes de l'IR sur profits immobiliers ont connu une hausse de 0,9% ou +6 MDH par rapport à leur niveau de 2016 (649 MDH contre 643 MDH).

Les recettes de l'IR prélevé par la Direction des Dépenses de Personnel (DDP) relevant de la Trésorerie Générale du Royaume, ont enregistré une diminution de 6,6%.

Les recettes générées par la TVA à

l'intérieur à fin février 2017 se sont établies à 4,4 MMDH contre 3,7 MMDH un an auparavant, soit une hausse de 18,6% ou +696 MDH, sachant qu'à fin février 2016 la TVA à l'intérieur avait enregistré une baisse de 8,3% par rapport à son niveau à fin février 2015 ou -340 MDH (3,7 MMDH contre 4,1 MMDH). Les recettes de la TVA à l'intérieur tiennent compte de remboursements pour un montant de 562 MDH à fin février 2017 contre 1.044 MDH à fin février 2016.

Les recettes provenant des droits d'enregistrement et du timbre ont été de 4,4 MMDH à fin février 2017 contre 4,3 MMDH un an auparavant, soit une hausse de 1% ou +44 MDH.

Les autres impôts directs ont enregistré une augmentation de 34% résultant principalement de la hausse de 29,6% des majorations de retard ou +50 MDH.

Les recettes non fiscales se sont établies à 1,1 MMDH contre 1,6 MMDH un an auparavant, en baisse de 31,3% ou -506 MDH, en raison notamment de la diminution de 91,5% des recettes en atténuation de la dette (61 MDH contre 716 MDH), conjuguée à l'augmentation des recettes

de monopoles (272 MDH contre 67 MDH) et le versement par les comptes spéciaux du Trésor de 266 MDH au budget général.

Les recettes des monopoles et participations ont atteint 272 MDH à fin février 2017 contre 67 MDH

à fin février 2016, soit +205 MDH.

Les recettes à fin février 2017 ont été versées par l'ONDA (100 MDH), l'Office des changes (100 MDH) et Bank Al-Maghrib (72 MDH contre 67 MDH).

Les autres recettes non fiscales ont enregistré une diminution de 47,4% qui s'explique pour l'essentiel par la baisse de 91,5% des recettes en atténuation de la dette (61 MDH contre 716 MDH).

A fin février 2017, les dix principales natures de recettes ci-après représentent 97% du total des recettes ordinaires. Avec des recettes de 9,8 MMDH, la TVA constitue la première source des recettes du budget de l'Etat.

A fin février 2017, le taux de couverture des dépenses ordinaires par les recettes ordinaires a été de 87,3% contre 84,5% un an auparavant. Ainsi, à fin février 2017, 60% de ces recettes ont été consacrées aux dépenses de personnel et 38% aux dépenses de matériel.

Ainsi, une partie des dépenses émises au titre du budget de l'Etat a été financée principalement par le recours à l'emprunt.



Les dépenses d'investissement diminuent de 10,7%

À fin février 2017, les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement, se sont élevés à 102,1 MMDH, représentant un taux global d'engagement de 26% contre 27% à fin février 2016.

Le taux d'émission sur engagements a été de 64% contre 68% un an auparavant.

Les dépenses émises au titre du budget général ont été de 57,4 MMDH à fin février 2017, en diminution de 1,5% par rapport à leur niveau à fin février 2016, en raison de la baisse de 0,1% des dépenses de fonctionnement et de 10,7% des dépenses d'investissement, conjuguée à la hausse de 4,8% des charges de la dette budgétisée.

La hausse des charges de la dette budgétisée s'explique par l'accroissement de 10,9% des remboursements du principal (10,3 MMDH contre 9,3 MMDH) et par la baisse de 6% des intérêts de la dette (4,9 MMDH contre 5,2 MMDH).

Les dépenses de fonctionnement émises se sont établies à 29,3 MMDH, dont 17,9 MMDH ont concerné les traitements et salaires qui enregistrent une baisse de 3%.

Les dépenses de matériel ont augmenté de 6% (9,1 MMDH contre 8,6 MMDH) et les charges communes de 0,7% (2.222 MDH contre 2.206 MDH).

Les salaires servis par la TGR à fin février 2016 se sont établis à 17,9 MMDH contre 18,5 MMDH une année auparavant,

soit une diminution de 3% ou -555 MDH. Les salaires servis par la DDP ont été de

14,7 MMDH, en baisse de 1% par rapport à leur niveau à fin février 2016, en raison de la hausse de la masse salariale structurelle de 0,4% et de la baisse des rappels de 70,1%.

Les émissions au titre des autres biens et services ont été de 11,4 MMDH, en augmentation de 5% ou +536 MDH.

Ces dépenses tiennent compte des transferts au profit de la Caisse Marocaine des Retraites (927 MDH contre 915 MDH), aux divers établissements et entreprises publics (4 MMDH contre 3,8 MMDH) et aux comptes spéciaux du Trésor (713 MDH contre 608 MDH).

■ Intérêts de la dette et dépenses d'investissement

Les charges en intérêts de la dette ont

été de 4,9 MMDH à fin février 2017 contre 5,2 MMDH à fin février 2016, en diminution de 6%. Cette baisse s'explique par le recul des charges en intérêts de la dette intérieure de 6,9%

(4,7 MMDH contre 5 MMDH) et par la hausse de celles de la dette extérieure de 16,9% (235 MDH contre 201 MDH).

À fin février 2017, il n'a pas été procédé à l'émission de dépenses au titre de la compensation. Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, le

solde ordinaire enregistré à fin février 2017 a été négatif pour 4,3 MMDH contre un solde ordinaire négatif de 5,4 MMDH un an auparavant. Les dépenses d'investissement émises au titre du budget général se sont établies à 12,9 MMDH à fin février 2017 contre 14,5 MMDH un an auparavant, en diminution de 10,7% suite à la baisse des dépenses de ministères de 22,8% et des charges communes de 6,2%.

Les dépenses d'investissement tiennent compte du versement aux comptes spéciaux du Trésor d'un montant de 9,6 MMDH contre 10,1 MMDH à fin février 2016.

L'évolution de la structure des dépenses du budget général entre fin février 2016 et fin février 2017 fait ressortir une hausse de la part des dépenses de personnel et de matériel, conjuguée à une diminution de la part des dépenses d'investissement et des intérêts de la dette.



Statistiques des finances publiques à fin février 2017

Solde ordinaire négatif de 4,3 milliards de DH et déficit du Trésor de 5,9 milliards de DH

Traitant des statistiques des finances publiques afférentes au mois de février de l'exercice en cours, la Trésorerie Générale du Royaume rend compte d'un certain nombre de tendances tant au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses.

Aussi, est-il précisé de même source, qu'à fin février 2017 et en comparaison avec la même période de 2016, l'exécution du décret portant ouverture des crédits nécessaires à la marche des services publics et à l'exercice de leur mission et du décret relatif à la perception de certaines recettes pour l'année budgétaire 2017, laisse apparaître un solde ordinaire négatif de 4,3 MMDH et un déficit du Trésor de 5,9 MMDH.

Ce solde est le résultat de l'évolution observée tant au niveau des recettes que des dépenses.

Au niveau des recettes la Trésorerie Générale du Royaume met l'accent sur une augmentation des recettes ordinaires de 2,4% provenant de la hausse des recettes douanières de 3,6% : droits de douane (-19%), TVA à l'importation (+8%) et taxe intérieure de consommation (TIC) sur les produits énergétiques (+10,3%) ; la diminution de la TIC sur les tabacs manufacturés (-11,6%) et des autres TIC (-7%) ; la hausse de 6,5% de la fiscalité domestique : IS (+9%), IR (+1,9%), TVA à l'intérieur (+18,6%), droits d'enregistrement et timbre (+1%) et majorations de retard (+29,6%) ; la diminution des recettes non fiscales de 31,3% en raison notamment de la baisse de 91,5% des recettes en atténuation de dépenses de la dette (61 MDH contre 716 MDH), conjuguée à la hausse des recettes de monopoles (272 MDH contre 67 MDH) et du versement par les comptes spéciaux du Trésor (CST) de 266 MDH au profit du budget général.

Coté dépenses, précise-t-on de même source, il ya lieu de constater un taux d'engagement global des dépenses de 26% et un taux d'émission sur engagements de 64%, contre respectivement 27% et 68% un an auparavant ; des dépenses ordinaires émises en baisse de 1%, en raison de la diminution de 6% des charges en intérêts de la dette et de 0,1% des dépenses de biens et services, due à la baisse de 3% des dépenses de personnel et à la hausse de 5% des autres dépenses de biens et services ; des dépenses d'investissement émises en diminution de 10,7%, passant de 14,5 MMDH à fin février 2016 à 12,9 MMDH à fin février 2017, en raison de la baisse de 22,8% des dépenses des ministères et de 6,2% des charges communes.

Résultat : la situation des charges et ressources du Trésor arrêtée à fin février 2017 laisse apparaître une hausse des recettes ordinaires de 2,4% et une baisse des dépenses ordinaires émises de 1%, dégageant ainsi un solde ordinaire négatif de 4,3 MMDH.

Compte tenu d'un besoin de financement de 13,8 MMDH et d'un flux net négatif du financement extérieur de 1 MMDH, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 14,8 MMDH, précise-t-on de même source.

Le trésor marocain opte pour la dette intérieure



La nouvelle doctrine du trésor marocain pour financer ses dépenses, notamment d'investissement, est de se tourner vers le marché intérieur, pour emprunter cette année, 47 milliards de Dirhams (MMDH), en augmentation de 4,44% par rapport aux prévisions de la loi de Finances 2016.

Au moment où la dette intérieure connaît une croissance, le financement extérieur emprunte le sens inverse. Les prévisions de recettes au titre des emprunts extérieurs sont, en effet, en retrait de 9,8%, à 23 MMDH.

Pour combler son besoin de financement qui a atteint 13,8 MMDH à fin février dernier, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 14,8 MMDH, lit-on dans le dernier bulletin mensuel de statistiques des finances publiques publié par la Trésorerie générale du Royaume (TGR), qui précise que le flux du financement extérieur est négatif de 1 milliard au cours de cette même période.

«L'encours de la dette intérieure ressort ainsi à 505,8 MMDH, en hausse de 2,8% par rapport à fin décembre 2016. Une évolution due au recours du Trésor au marché des adjudications pour un montant net de 13,8 milliards, résultant de souscriptions pour 32,2 milliards et de remboursements pour 18,4 milliards, contre un recours pour un montant net de 8,5 milliards un an auparavant, résultant de souscriptions pour 32,2 milliards et de remboursements pour 23,7 milliards », précise la Trésorerie générale du Royaume.

Le repli des remboursements s'est répercuté sur les charges en intérêts de la dette intérieure qui ont reculé de 6,9% à 4,7 milliards à fin février, au moment où celles de la dette extérieure ont progressé de 16,9% à 235 millions, apprend-t-on de la TGR.

Pour réajuster le profil de cette dette, la TGR a, en effet, procédé à des opérations de rachat et d'échange de bons, en remplaçant notamment de la dette hors budget (maturités inférieures ou égales à 2 ans) par de la dette budgétisée (maturités supérieures ou égales à 5 ans).

La charge de compensation en hausse de 86,8% au premier trimestre

Alors que [la polémique enfle](#) sur la décompensation du gaz butane, la Trésorerie générale du Royaume (TGR) nous apprend aujourd'hui qu'à fin mars 2017, les émissions de dépenses au titre de la compensation ont été de 2,4 Mds de dirhams contre 1,3 Mds à fin mars 2016, en augmentation de 86,8%. Ce chiffre ne représente toutefois que 17% du budget prévisionnel de compensation pour 2017 estimé à 14,65 Mds de dirhams.

La TGR nous apprend également que la situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 4,4 Mds de dirhams à fin mars 2017, contre un déficit budgétaire de 11,2 Mds un an auparavant, soit une nette amélioration de 60%. Au niveau des recettes, la TGR annonce une augmentation des recettes ordinaires de 9% provenant de la hausse des recettes douanières de 3,6%, de la TVA à l'importation de 6,5% ou encore de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques de 9%, de l'IS (+19,7%) et de l'IR (+5,3%).

Au niveau des dépenses, le taux d'engagement global des dépenses est de 34% et le taux d'émission sur engagements atteint 67%, contre respectivement 38% et 66% un an auparavant. Les dépenses ordinaires émises sont en hausse de 1,2%, en raison de l'augmentation de 86,8% des émissions de la compensation citées plus haut et de 0,1% des dépenses de biens et services, due à la stagnation des dépenses de personnel et à la hausse de 0,2% des autres dépenses de biens et services, et de la diminution de 7,7% des charges en intérêts de la dette.

Pour leur part, les dépenses d'investissement émises sont en augmentation de 3,7%, passant de 20,3 Mds de dirhams à fin mars 2016 à 21,1 Mds à fin mars 2017, en raison de la hausse de 1% des dépenses des ministères et de 6,1% des charges communes, tout cela en absence de gouvernement durant cette période.

Au moment où il se situait autour de 11,2 MMDH au 1er trimestre 2016

Le déficit budgétaire atteint les 4,4 milliards de dirhams à fin mars

Le déficit budgétaire se résorbe au premier trimestre de l'année. Il est évalué à 4,4 milliards de dirhams à fin mars 2017 contre 11,2 milliards de dirhams à la même période de l'année précédente. L'écart est calculé sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises. Selon les dernières statistiques des finances publiques dévoilées par la Trésorerie générale du Royaume (TGR), les recettes ordinaires ont connu une hausse de 9% s'établissant à fin mars autour de 59 milliards de dirhams contre 54,1 milliards de dirhams une année auparavant. Cette progression provient de la hausse de 3,6% des recettes douanières, de 11,9% de la fiscalité domestique ainsi que de



la baisse de 7,5% de la Taxe intérieure de consommation (TIC) sur les tabacs manufacturés. Le troisième mois de l'année a été par ailleurs marqué par la progression de 13,3% de la TVA à l'intérieur. Elle s'est ainsi consolidée de 625 millions de dirhams. Notons qu'à fin mars 2016 la TVA à l'intérieur avait enregistré une baisse de 12,4% par rapport à son niveau à fin mars 2015 perdant ainsi 668 millions de dirhams de sa valeur. «Les recettes de la TVA à l'intérieur tiennent compte de remboursements pour un montant de 1,693 milliard de dirhams à fin mars 2017 contre 2,1 milliards de dirhams à fin mars 2016», explique la TGR. Les recettes non fiscales se sont appréciées de 15,9%. La TGR explique

cette progression par la hausse des recettes de monopoles étant passées de 142 millions de dirhams à 743 millions de dirhams à fin mars 2017. Les versements par les comptes spéciaux du Trésor (CST) au profit du budget général ont également connu une nette croissance. Ils se sont hissés à 620 millions de dirhams contre 300 millions de dirhams. Par ailleurs, les dépenses ont affiché une hausse de 1,2%. Cette amélioration résulte de l'augmentation de 86,8% des émissions de la compensation et de 0,1% des dépenses de biens et services. Les dépenses d'investissement émises ont grimpé de 3,7%, passant de 20,3 milliards DH à fin mars 2016 à 21,1 milliard DH à fin mars 2017.

Finances publiques

Le déficit du Trésor s'est allégé de 7 milliards de DH à fin mars



Le déficit du Trésor a été ramené à 4,4 milliards de DH au terme des trois premiers mois de l'année, compte tenu d'un solde positif de 11,4 milliards dégagé par les comptes spéciaux du Trésor (CST) et les services de l'État gérés de manière autonome (SEGMA), contre un déficit du Trésor de 11,2 milliards à fin mars 2016. Le solde ordinaire du Trésor s'est également amélioré, passant de 1 milliard à fin mars 2016 à 5,3 milliards un an plus tard.

FINANCES LOCALES

Un excédent de 33 milliards de DH pour les collectivités à fin 2016 !

Les excédents de ressources des collectivités territoriales ne cessent de s'accumuler alors que les besoins en infrastructures restent importants. Selon le dernier arrêté des comptes établi par la Trésorerie générale du Royaume, les fonds disponibles se sont élevés à 33 milliards de DH à fin 2016, dont 25,5 milliards d'excédents des exercices antérieurs. Ce sont donc 7 milliards de DH de ressources non consommées qui sont venus s'ajouter au cumul historique. Dans le détail, les recettes engrangées par les collectivités territoriales en 2016 se sont élevées à 37,15 milliards de DH, en hausse de 3,5% par rapport à 2015 et dépassant de 7% les prévisions. Ceci grâce principalement à l'augmentation de 16% des recettes non fiscales. En face, et bien qu'évoluant à un rythme plus élevé (+4,7%), les dépenses ordinaires, constituées des salaires et des achats de biens



et services, ont été limitées à 22,3 milliards de DH, soit 81% du montant prévisionnel. En tenant compte des intérêts de la dette (1 milliard), le solde ordinaire de l'année s'élève à 14,8 milliards de DH. Les dépenses d'investissement en ont absorbé 12,3 milliards de DH, un montant en baisse de 14,8% par rapport à 2015 et représentant moins de la moitié de l'objectif budgétisé. Après intégration du solde des comptes spéciaux, l'on retrouve l'excédent annuel de 7 milliards de DH.

A noter que 65% des fonds disponibles à fin 2016 appartiennent aux communes, 17% aux régions et 18 aux préfectures et provinces ■

A.C.

La charge de compensation en hausse de 86,8% au premier trimestre

Alors que [la polémique enfle](#) sur la décompensation du gaz butane, la Trésorerie générale du Royaume (TGR) nous apprend aujourd'hui qu'à fin mars 2017, les émissions de dépenses au titre de la compensation ont été de 2,4 Mds de dirhams contre 1,3 Mds à fin mars 2016, en augmentation de 86,8%. Ce chiffre ne représente toutefois que 17% du budget prévisionnel de compensation pour 2017 estimé à 14,65 Mds de dirhams.

La TGR nous apprend également que la situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 4,4 Mds de dirhams à fin mars 2017, contre un déficit budgétaire de 11,2 Mds un an auparavant, soit une nette amélioration de 60%. Au niveau des recettes, la TGR annonce une augmentation des recettes ordinaires de 9% provenant de la hausse des recettes douanières de 3,6%, de la TVA à l'importation de 6,5% ou encore de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques de 9%, de l'IS (+19,7%) et de l'IR (+5,3%).

Au niveau des dépenses, le taux d'engagement global des dépenses est de 34% et le taux d'émission sur engagements atteint 67%, contre respectivement 38% et 66% un an auparavant. Les dépenses ordinaires émises sont en hausse de 1,2%, en raison de l'augmentation de 86,8% des émissions de la compensation citées plus haut et de 0,1% des dépenses de biens et services, due à la stagnation des dépenses de personnel et à la hausse de 0,2% des autres dépenses de biens et services, et de la diminution de 7,7% des charges en intérêts de la dette.

Pour leur part, les dépenses d'investissement émises sont en augmentation de 3,7%, passant de 20,3 Mds de dirhams à fin mars 2016 à 21,1 Mds à fin mars 2017, en raison de la hausse de 1% des dépenses des ministères et de 6,1% des charges communes, tout cela en absence de gouvernement durant cette période.

Finances publiques

Le déficit budgétaire «chute» à 4,4 MMDH

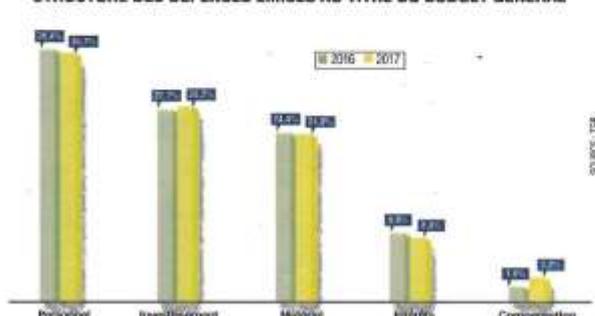
● Grâce au bon comportement de la fiscalité domestique, l'IS et l'IR notamment, le Trésor a pu réduire d'une manière drastique son déficit. À fin mars dernier, le déficit budgétaire s'établit à 4,4 MMDH contre 11,2 MMDH un an auparavant.

Le Trésor a réduit drastiquement son déficit budgétaire durant le premier trimestre. Selon la Trésorerie générale du royaume (TGR), qui vient de livrer ses dernières statistiques, le déficit budgétaire s'établit à 4,4 MMDH à fin mars dernier contre 11,2 MMDH à la même période de l'année dernière. Un allègement qui s'explique par une hausse importante des recettes de l'État contre une quasi-stagnation des dépenses. «Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, le solde ordinaire enregistré à fin mars 2017 a été positif pour 5,3 MMDH contre un solde ordinaire positif d'1 MMDH un an auparavant», explique la TGR. En effet, la situation des charges et ressources du Trésor laisse apparaître une hausse des recettes ordinaires de 9% et une augmentation des dépenses ordinaires émises de seulement 1,2%, dégageant ainsi un bonus important.

L'IS et l'IR sauvent la mise

Dans le détail, les recettes ordinaires se sont établies à 59 MMDH contre 54,1 MMDH à fin mars 2016, en augmentation de 9%. Ceci s'explique par la hausse des impôts directs de 14,1%, des impôts indirects de 6,8%, des droits d'enregistrement et de timbre de 0,8% et des recettes non fiscales de 15,9%, conjuguée à la baisse des droits de douane de 13,9%. Dans cette configuration, les recettes fiscales continuent de renflouer les caisses de l'État : elles ont été de 56,7 MMDH contre 52,2 MMDH à fin mars

STRUCTURE DES DÉPENSES ÉMISES AU TITRE DU BUDGET GÉNÉRAL



2016, en hausse de 8,7%. L'évolution des recettes fiscales résulte de l'augmentation des recettes douanières de 3,6% et de la fiscalité domestique de 11,9%. Ainsi, les recettes douanières (droits de douane, TVA à l'importation et TIC sur les produits énergétiques) ont été de 14,5 MMDH à fin mars dernier contre 14 MMDH un an auparavant, en hausse de 3,6% par rapport à leur niveau à fin mars 2016. Les recettes réalisées au titre de la fiscalité domestique se sont établies à 39,6 MMDH au terme des trois premiers mois de l'année

Les dépenses émises au titre du budget général ont été de 85,8 MMDH à fin mars dernier.

contre 35,4 MMDH à fin mars 2016, soit une augmentation de 11,9%. Les recettes de l'IR, quant à elles, ont enregistré une augmentation de 5,3% par rapport à

leur niveau à fin mars 2016 (10,4 MMDH contre 9,9 MMDH), soit +522 MDH. Les recettes de l'IR sur profits immobiliers ont connu une hausse de 6,7% ou +66 MDH par rapport à leur niveau de 2016 (1.041 MDH contre 975 MDH). Les recettes de l'IR prélevé par la Direction des dépenses de personnel (DDP) relevant de la Trésorerie générale du royaume, ont enregistré une diminution de 5,9%. Par ailleurs, les recettes des monopoles et participations ont atteint 743 MDH à fin mars dernier contre 142 MDH à fin mars 2016, soit +601 MDH. Les recettes à fin mars 2017 ont été versées par l'agence nationale de la conservation foncière (300 MDH), Bank Al-Maghrib (237 MDH contre 142 MDH), l'ONDA (100 MDH) et l'Office des changes (100 MDH).

Dépenses en baisse

De l'autre côté de la balance, la tendance est plutôt à la stagnation. En effet, les dépenses émises au titre du budget général ont été de 85,8 MMDH à fin mars dernier, en diminution de 0,5% par rapport à leur niveau à fin mars 2016, en raison de la

baisse de 11,8% des charges de la dette budgétisée, conjuguée à la hausse de 2,5% des dépenses de fonctionnement et de 3,7% des dépenses d'investissement. Plus en détail, la diminution des charges de la dette budgétisée s'explique par la baisse de 14,1% des remboursements du principal (11 MMDH contre 12,8 MMDH) et de 7,7% des intérêts de la dette (6,6 MMDH contre 7,2 MMDH). Quant aux dépenses de fonctionnement, elles se sont établies à 47,1 MMDH, dont 26,7 MMDH ont concerné les traitements et salaires qui enregistrent une stagnation. De leur côté, les dépenses de matériel ont diminué de 4,1% (13,2 MMDH contre 13,7 MMDH) et les charges communes ont augmenté de 31,6% (7,2 MMDH contre 5,5 MMDH) en raison de la hausse de 86,8% des émissions de la compensation (2,4 MMDH contre 1,3 MMDH). Sur un autre registre, les dépenses d'investissement émises au titre du budget général se sont établies à 21,1 MMDH à fin mars dernier contre 20,3 MMDH un an auparavant, en hausse de 3,7%, suite à l'augmentation des dépenses des ministères de 1% et des charges communes de 6,1%. Il est à noter que les dépenses d'investissement tiennent compte du versement aux comptes spéciaux du Trésor d'un montant de 10,6 MMDH contre 10,1 MMDH à fin mars 2016. Plus globalement, «l'évolution de la structure des dépenses du budget général entre fin mars 2016 et fin mars 2017 fait ressortir une baisse de la part des dépenses de personnel, de matériel et des intérêts de la dette, conjuguée à une hausse de la part des dépenses d'investissements et des émissions de la compensation», explique la Trésorerie générale du royaume. ●

PAR **TARIK HARI**
t.hari@leseco.ma

Déficit budgétaire au premier trimestre **4,4 milliards de DH**

La situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 4,4 milliards de dirhams (MMDH) au premier trimestre 2017, contre un déficit de 14,9 MMDH un an auparavant, selon la Trésorerie Générale du Royaume (TGR), relevant du ministère de l'Économie et des finances.

Cette évolution est due à une hausse de 9% des recettes ordinaires à 59 MMDH à fin mars et d'une baisse de 0,5% à 85,8 MMDH des dépenses émises au titre du budget général, explique la TGR qui vient de publier son bulletin mensuel de statistiques des finances publiques (BSFP) de mars 2017.

En effet, l'accroissement des recettes ordinaires s'explique par la hausse des impôts directs de 14,1%, des impôts indirects de 6,8%, des droits d'enregistrement et de timbre de 0,8% et des recettes non fiscales de 15,9%, conjuguée à la baisse des droits de douane de 13,9%, précise le bulletin.

Quant aux dépenses émises au titre du budget général, leur diminution est imputable à la diminution de 11,8% des charges de la dette budgétisée, atténuée par la hausse des dépenses de fonctionnement de 2,5% et d'investissement (+3,7%), relève la TGR.

Le recul des charges de la dette budgétisée s'explique par la baisse de 14,1% des remboursements du principal (11 MMDH contre 12,8 MMDH) et de 7,7% des intérêts de la dette (6,6 MMDH contre 7,2 MMDH),

Déficit budgétaire au premier trimestre 4,4 milliards de DH

»»» précise la même source.

L'évolution de la structure des dépenses du budget général entre fin mars 2016 et fin mars 2017 fait ainsi ressortir un repli de la part des dépenses de personnel à 35,7%, de matériel à 24% et des intérêts de la dette à 8,8%, conjuguée à une progression de la part des dépenses d'investissement à 28,2% et des émissions de la compensation à 3,2%, indique le bulletin.

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor (CST) ont, quant à elle, atteint 26,1 MMDH, tenant en compte des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 10,6 MMDH et de la rentrée de 213 millions de dirhams



(MDH) au titre des dons des pays du Golfe.

Concernant les dépenses des CST, elles ont été de 15,1 MMDH, dont un montant de 10,5 MMDH concerne les comptes d'affectation spéciale (CAS), relève la TGR, précisant que le solde de l'ensemble des CST s'élève à 11,1 MMDH.

Pour leur part, les recettes des services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA) se sont accrues de 0,2% pour s'établir à 505 MMDH contre 504 MMDH à fin mars 2016, fait savoir le bulletin, notant qu'au T1-2017, les dépenses émises ont été de 203 MDH contre 87 MDH une année auparavant.

Finances publiques au 1er trimestre

Les recettes fiscales en hausse de 8,7%

Au terme du 1er trimestre 2017, la perception de certaines recettes pour l'année budgétaire 2017, laisse apparaître une augmentation des recettes ordinaires de 9%.

Au cours de cette période, les recettes de la TVA à l'intérieur ont augmenté de 13,3% ou +625 MDH, sachant qu'à fin mars 2016 la TVA à l'intérieur avait enregistré une baisse de 12,4% par rapport à son niveau à fin mars 2015 ou -668 MDH (4,7 MMDH contre 5,4 MMDH). Les recettes de la TVA à l'intérieur tiennent compte de remboursements pour un montant de 1.693 MDH à fin mars 2017 contre 2.104 MDH à fin mars 2016.

Les dépenses ordinaires émises sont en hausse de 1,2%, en raison de l'augmentation de 86,8% des émissions de la compensation et de 0,1% des dépenses de biens et services, due à la stagnation des dépenses de personnel et à la hausse de 0,2% des autres dépenses de biens et services, et de la diminution de 7,7% des charges en intérêts de la dette ;

Le déficit du Trésor est de 4,4 MMDH, compte tenu d'un solde positif de 11,4 MMDH dégagé par les comptes spéciaux du



Trésor (CST) et les services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA), contre un déficit du Trésor de 11,2 MMDH à fin mars 2016 compte tenu d'un solde positif de 8,1 MMDH dégagé par les CST (compte spéciaux du Trésor) et les SEGMA.

La situation des charges et ressources du Trésor arrêtée à fin mars 2017 laisse apparaître une hausse des recettes ordinaires de 9% et une augmentation des dépenses ordinaires émises de 1,2%, dégageant ainsi un solde ordinaire positif de 5,3 MMDH.

Compte tenu d'un besoin de fin-

ancement de 9,8 MMDH et d'un flux net négatif du financement extérieur de 1,6 MMDH, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 11,5 MMDH.

Les recettes ordinaires se sont établies à 59 MMDH contre 54,1 MMDH à fin mars 2016, en augmentation de 9%.

Ceci s'explique par la hausse des impôts directs de 14,1%, des impôts indirects de 6,8%, des droits d'enregistrement et de timbre de 0,8% et des recettes non fiscales de 15,9%, conjuguée à la baisse des droits de douane de 13,9%.

Les recettes fiscales ont été de

56,7 MMDH contre 52,2 MMDH à fin mars 2016, en hausse de 8,7%.

L'évolution des recettes fiscales résulte de l'augmentation des recettes douanières de 3,6% et de la fiscalité domestique de 11,9%.

Les recettes douanières (droits de douane, TVA à l'importation et TIC sur les produits énergétiques) ont été de 14,5 MMDH à fin mars 2017 contre 14 MMDH un an auparavant, en hausse de 3,6% ou +506 MDH par rapport à leur niveau à fin mars 2016.

Les recettes des droits de douane réalisées à fin mars 2017 ont atteint 2,1 MMDH contre 2,4 MMDH un an auparavant, soit une diminution de 13,9% ou -331 MDH.

Les recettes provenant de la TVA à l'importation se sont établies à 8,6 MMDH à fin mars 2017 contre 8,1 MMDH à fin mars 2016, enregistrant ainsi une hausse de 6,5% ou +527 MDH.

La TVA sur les produits énergétiques a enregistré une hausse de 38,7% ou +418 MDH et celle sur les autres produits une augmentation de 1,5% ou +109 MDH.

La TIC sur les produits énergétiques a atteint 3,8 MMDH contre 3,4 MMDH, en augmentation de 9% par rapport à son niveau de fin mars 2016 ou +310 MDH.

L'IS augmente de 19,7%

Les recettes réalisées au titre de la fiscalité domestique se sont établies à 39,6 MMDH à fin mars 2017 contre 35,4 MMDH à fin mars 2016, soit une augmentation de 11,9% ou +4,2 MMDH.

Les recettes de l'impôt sur les sociétés ont été de 17,8 MMDH à fin mars 2017 contre 14,9 MMDH un an auparavant, en augmentation de 19,7% ou +2,9 MMDH.

Les recettes de l'IR à fin mars 2017 ont enregistré une augmentation de 5,3% par rapport à leur niveau à fin mars 2016 (10,4 MMDH contre 9,9 MMDH), soit +522 MDH.

Les recettes de l'IR sur profits immobiliers ont connu une hausse de 6,7% ou +66 MDH par rapport à leur niveau de 2016 (1.041 MDH contre 975 MDH).

Les recettes de l'IR prélevé par la Direction des Dépenses de Personnel (DDP) relevant de la Trésorerie Générale du Royaume, ont enregistré une diminution de 5,9%

Les recettes générées par la TVA à l'intérieur à fin mars 2017 se sont établies à 5,3 MMDH contre 4,7 MMDH un an auparavant, soit une

hausse de 13,3% ou +625 MDH, sachant qu'à fin mars 2016 la TVA à l'intérieur avait enregistré une baisse de 12,4% par rapport à son niveau à fin mars 2015 ou -668 MDH (4,7 MMDH contre 5,4 MMDH).

Les recettes de la TVA à l'intérieur tiennent compte de

r e m -

registraré une augmentation de 26,5% résultant principalement de la hausse de 23,4% des majorations de retard ou +74 MDH.

Les recettes non fiscales se sont établies à 2,3 MMDH contre 2

fin mars 2016, soit +601 MDH.

Les recettes à fin mars 2017 ont été versées par l'agence nationale de la conservation foncière (300 MDH), Bank Al-Maghrib (237 MDH contre 142 MDH), l'ONDA (100 MDH) et l'Office des changes (100 MDH).

Les autres recettes non fiscales ont enregistré une diminution de 16,7% qui s'explique pour l'essentiel par la baisse de 84,9% des recettes en atténuation de la dette (116 MDH contre 769 MDH).

A fin mars 2017, les dix principales natures de recettes ci-après représentent 97,2% du total des recettes

ordinaires. Avec des recettes de 17,8 MMDH, l'impôt sur les sociétés constitue la première source des recettes du budget de l'Etat.

A fin mars 2017, le taux de couverture des dépenses ordinaires par les recettes ordinaires a été de 109,8% contre 102% un an auparavant. Ainsi, à fin mars 2017, 45,3% de ces recettes ont été consacrées aux dépenses de personnel, 30,4% aux dépenses de matériel et 11,2% aux intérêts de la dette.

Ainsi, une partie des dépenses émises au titre du budget de l'Etat a été financée principalement par le recours à l'emprunt.

bourse -
ments pour un montant de 1.693 MDH à fin mars 2017 contre 2.104 MDH à fin mars 2016.

Les recettes provenant des droits d'enregistrement et du timbre ont été de 5,6 MMDH à fin mars 2017 contre 5,5 MMDH un an auparavant, soit une hausse de 0,8% ou +42 MDH.

Les autres impôts directs ont en-

MMDH un an auparavant, en hausse de 15,9% ou +312

MDH, en raison notamment de l'augmentation des recettes de monopoles (743 MDH contre 142 MDH) et des versements par les comptes spéciaux du Trésor au budget général (620 MDH contre 300 MDH) ainsi que de la diminution de 84,9% des recettes en atténuation de la dette (116 MDH contre 769 MDH).

Les recettes des monopoles et participations ont atteint 743 MDH à fin mars 2017 contre 142 MDH à



Le déficit du Trésor se résorbe de 6,8 milliards de DH



Les recettes des comptes spéciaux du Trésor ont atteint 26,1 MMDH. Ces recettes tiennent compte des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 10,6 MMDH et de la rentrée de 213 MDH au titre des dons des pays du Golfe.

Les dépenses émises ont été de 15,1 MMDH et concernent les comptes d'affectation spéciale (CAS) pour 10,5 MMDH.

Le solde de l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élève à 11,1 MMDH.

A fin mars 2017, les recettes des services de l'État gérés de manière autonome ont été de 505 MDH contre 504 MDH à fin mars 2016, en hausse de 0,2%.

Les dépenses émises ont été de 203 MDH contre 87 MDH à fin mars 2016.

A fin mars 2017, les recettes ordinaires ont été réalisées à hauteur de 27,4% des prévisions, les dépenses ordinaires ont été exécutées pour 25,6% et les dépenses d'investissement ont été émises pour 33,2%.

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 4,4 MMDH à fin mars 2017, contre un déficit budgétaire de 11,2 MMDH un an auparavant.

Le montant des ordres de paiement en cours de visa et de règlement a été de 2,8 MMDH à fin mars 2017 contre 8,2 MMDH à fin décembre 2016, soit une diminution de 5,4 MMDH.

Compte tenu d'un besoin de financement de 9,8 MMDH contre un besoin de financement de 11,3 MMDH à fin mars 2016 et d'un flux net négatif de 1,6 MMDH du financement extérieur contre un flux net positif de 3,8 MMDH un an auparavant, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 11,4 MMDH contre 7,5 MMDH à fin mars 2016.

A fin mars 2017, le financement extérieur a été négatif de 1,6 MMDH en raison du remboursement du principal de la dette extérieure pour 2,5 MMDH

contre des tirages de 857 MDH dont 586 MDH auprès de la BAD et 185 MDH auprès de la BIRD.

Le financement intérieur résulte notamment :

- du recours au marché des adjudications pour un montant net de 13,8 MMDH contre 5,1 MMDH un an auparavant;

- de la hausse des dépôts au Trésor de 7,6 MMDH contre 6,1 MMDH à fin mars 2016 ;

- et de la reconstitution des disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib pour 3,3 MMDH contre 3,5 MMDH à fin mars 2016.

Les dépôts au Trésor ont atteint 65,2 MMDH à fin mars 2017, en augmentation de 7,6 MDH par rapport à leur niveau de fin décembre 2016.

Les disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib ont été de 6,1 MMDH à fin mars 2017 contre 2,8 MMDH en début d'exercice, compte tenu de placements pour 6,6 MMDH effectués en mars 2017 et dont le remboursement n'intervient qu'en avril.

L'encours de la dette intérieure augmente de 3%

S'élevant à 506,9 MMDH, l'encours de la dette intérieure est en hausse de 3% par rapport à son niveau à fin décembre 2016. Ceci s'explique par le recours du Trésor au marché des adjudications pour un montant net de 13,8 MMDH, résultant de souscriptions pour 39 MMDH et de remboursements pour 25,2 MMDH contre un recours pour un montant net de 5,1 MMDH un an auparavant, résultant de souscriptions pour 35 MMDH et de remboursements pour 29,9 MMDH.

A fin mars 2017 et dans le cadre de la gestion active de la dette intérieure, le Trésor a procédé à des opérations d'échange de bons, en vue de réajuster le profil de la dette.

Ces opérations ont porté sur un montant global de 7,5 MMDH.

Les charges en intérêts de la dette intérieure en recul de 8,7%

A fin mars 2017, les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement, se sont élevés à 151,4 MMDH, représentant un taux global d'engagement de 34% contre 38% à fin mars 2016. Le taux d'émission sur engagements a été de 67% contre 66% un an auparavant.

Les dépenses émises au titre du budget général ont été de 85,8 MMDH à fin mars 2017, en diminution de 0,5% par rapport à leur niveau à fin mars 2016, en raison de la baisse de 11,8% des charges de la dette budgétisée, conjuguée à la hausse de 2,5% des dépenses de fonctionnement et de 3,7% des dépenses d'investissement.

La diminution des charges de

la dette budgétisée s'explique par la baisse de 14,1% des remboursements du principal (11 MMDH contre 12,8 MMDH) et de 7,7% des intérêts de la dette (6,6 MMDH contre 7,2 MMDH).

Les dépenses de fonctionnement émises se sont établies à 47,1 MMDH, dont 26,7 MMDH ont concerné les traitements et salaires qui enregistrent une stagnation. Les dépenses de matériel ont diminué de 4,1% (13,2 MMDH contre 13,7 MMDH) et les charges communes ont augmenté de 31,6% (7,2 MMDH contre 5,5 MMDH) en raison de la hausse de 86,8% des émissions de la compensation (2,4 MMDH contre 1,3 MMDH).

Les salaires servis par la TGR à fin mars 2016 se sont établis à 26,7 MMDH, soit le même niveau qu'à fin mars 2016. Les salaires servis par la DDP ont été de 22,2 MMDH, en baisse de 0,5%, en raison de la

hausse de la masse salariale structurelle de 0,6% et de la baisse des rappels de 47,1%.

Les émissions au titre des autres biens et services ont été de 18



MMDH, en augmentation de 0,2% ou +41 MDH.

Ces dépenses tiennent compte des transferts au profit de la Caisse Marocaine des Retraites (2,6

MMDH contre 1,8 MMDH), aux divers établissements et entreprises publics (6,7 MMDH contre 6,8 MMDH) et aux comptes spéciaux du Trésor (722 MDH contre 1,5 MMDH).

Les charges en intérêts de la dette ont été de 6,6 MMDH à fin mars 2017 contre 7,2 MMDH à fin mars 2016, en diminution de 7,7%.

Cette baisse s'explique par le recul des charges en intérêts de

la dette intérieure de 8,7% (6,2 MMDH contre 6,8 MMDH) et par la hausse de celles de la dette extérieure de 10,9% (387 MDH contre 349 MDH).

À fin mars 2017, les émissions de dépenses au titre de la compensation ont été de 2,4 MMDH contre ces émissions de 1,3 MMDH à fin mars 2016, en augmentation de 86,8% ou +1,1 MMDH.

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, le solde ordinaire enregistré à fin

mars 2017 a été positif pour 5,3 MMDH contre un solde ordinaire positif de 1 MMDH un an auparavant. Les dépenses d'investissement émises au titre du budget général se sont établies à 21,1 MMDH à fin mars 2017 contre 20,3 MMDH un an auparavant, en hausse de 3,7%, suite à l'augmentation des dépenses des ministères de 1% et des charges communes de 6,1%.

Les dépenses d'investissement tiennent compte du versement aux comptes spéciaux du Trésor d'un montant de 10,6 MMDH contre 10,1 MMDH à fin mars 2016.

L'évolution de la structure des dépenses du budget général entre fin mars 2016 et fin mars 2017 fait ressortir une baisse de la part des dépenses de personnel, de matériel et des intérêts de la dette, conjuguée à une hausse de la part des dépenses d'investissement et des émissions de la compensation.



الخزينة العامة للمملكة: ارتفاع فائض الميزانية شهر يناير

أفادت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، أن حالة التحويلات وموارد الخزينة أفضت الى تسجيل فائض في الميزانية بلغ 2,1 مليار درهم في متم شهر يناير 2017، مقابل 1,1 مليار درهم سنة قبل ذلك.

وأوضحت الخزينة العامة للمملكة، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر يناير 2017، أن هذا التطور يعزى، أساسا، إلى ارتفاع المداخيل العادية بـ 7,5 في المائة أي إلى 18 مليار درهم خلال شهر يناير، وارتفاع أكبر بنسبة 2,7 في المائة في النفقات الميزانية العامة إلى 27,9 مليار درهم.

وأضافت النشرة أن هذا الارتفاع في المداخيل العادية يرجع، أساسا، إلى ارتفاع الإيرادات غير الجمركية بـ 107,8 بالمائة، والضرائب غير المباشرة بـ 14,9 في المائة والضرائب المباشرة بـ 1,5 بالمائة بسبب انخفاض الرسوم الجمركية (7,9 - بالمائة) وحقوق التسجيل والتبر بنسبة (3,9-) في المائة.

وبخصوص نفقات الميزانية العامة، أبرزت النشرة أن ارتفاعها يعزى إلى ارتفاع تحملات الدين العمومي بـ 47,1 في المائة، معززة بانخفاض نفقات التسيير (1,4- بالمائة) والاستثمار (0,9- بالمائة).

وأضاف المصدر ذاته أن تطور نفقات الميزانية العامة سجل في الفترة ما بين متم يناير 2016 ومتم يناير 2017 انخفاضا على مستوى نفقات الاستثمار (43,6 في المائة)، ونفقات التجهيز (20,7 في المائة) بالإضافة إلى ارتفاع نفقات رواتب الموظفين إلى 30,8 في المائة.

من جهة أخرى، أبرزت الخزينة العامة للمملكة أن مداخيل الحسابات الخاصة للخزينة بلغت 14,6 مليار درهم، مسجلة أن هذه المداخيل تأخذ بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من التحويلات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بالنسبة لـ 9,1 مليار درهم، وعائدات قدرها 78 مليار درهم في إطار هبات قدمتها دول الخليج.

وفي ما يتعلق بنفقات الحسابات الخاصة للخزينة فقد بلغت 4,6 مليار درهم، منها مبلغ 2,8 مليار درهم برسم حسابات الاعتمادات الخاصة، حسب الخزينة، التي أشارت إلى أن رصيد مجموع الحسابات الخاصة للخزينة ارتفع إلى 10 مليون درهم.

أما مداخيل خدمات الدولة التي تدبر بشكل مستقل فقد زادت بنسبة 92,2 في المائة لتبلغ 173 مليار درهم، مقابل 90 مليار درهم في متم يناير 2017، فيما لم يتم اعتماد نفقات إصدارات خدمات الدولة، خلال هذه الفترة.

وفي متم يناير 2017، بلغت المداخيل العادية 8,3 في المائة من توقعات قانون المالية، فيما جرى صرف النفقات العادية في حدود 7 في المائة وتم إصدار نحو 17,8 في المائة من نفقات الاستثمار.

تقرير: عجز الميزانية بالمغرب بلغ 41.6 مليار درهم في نهاية 2016
انخفاض عجز الميزانية إلى 41,6 مليار درهم في نهاية 2016
الخزينة العامة للمملكة: انخفاض عجز الميزانية في نهاية 2016 الخزينة العامة للمملكة:
انخفاض عجز الخزينة العامة تسجل عجزا بأزيد من 4700 مليار سنتيم عند منق شهر نونبر
تحملات صندوق المقاصة ارتفعت بنسبة 37,4 في المائة لتبلغ 5050 مليار سنتيم
1100 مليار سنتيم ..عجز الخزينة العامة في بداية 2013
بداية السنة سجلت انخفاضا في المداخل الجمركية بأزيد من 9 في المائة



الخزينة العامة للمملكة: ارتفاع فائض الميزانية شهر يناير

أفادت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، أن حالة التحملات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل فائض في الميزانية بلغ 2,1 مليار درهم في متم شهر يناير 2017، مقابل 1,1 مليار درهم سنة قبل ذلك .

وأوضحت الخزينة العامة للمملكة، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر يناير 2017، أن هذا التطور يعزى، أساسا، إلى ارتفاع المداخل العادية ب 7,5 في المائة أي إلى 18 مليار درهم خلال شهر يناير، وارتفاع أكبر بنسبة 2,7 في المائة في النفقات الميزانية العامة إلى 27,9 مليار درهم.

وأضافت النشرة أن هذا الارتفاع في المداخل العادية يرجع، أساسا، إلى ارتفاع الإيرادات غير الجمركية ب 107,8 بالمائة، والضرائب غير المباشرة ب 14,9 في المائة والضرائب المباشرة ب 1,5 بالمائة بسبب انخفاض الرسوم الجمركية (7,9 - بالمائة) وحقوق التسجيل والتنبر بنسبة (3,9-) في المائة.

وبخصوص نفقات الميزانية العامة، أبرزت النشرة أن ارتفاعها يعزى إلى ارتفاع تحملات الدين العمومي ب 47,1 في المائة، معززة بانخفاض نفقات التسيير (1,4- بالمائة) والاستثمار (0,9- بالمائة). وأضاف المصدر ذاته أن تطور نفقات الميزانية العامة سجل في الفترة ما بين متم يناير 2016 ومتم يناير 2017 انخفاضا على مستوى نفقات الاستثمار (43,6 في المائة)، ونفقات التجهيز (20,7 في المائة) بالإضافة إلى ارتفاع نفقات رواتب الموظفين إلى 30,8 في المائة.

من جهة أخرى، أبرزت الخزينة العامة للمملكة أن مداخل الحسابات الخاصة للخزينة بلغت 14,6 مليار درهم، مسجلة أن هذه المداخل تأخذ بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من التحملات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بالنسبة ل 9,1 مليار درهم، وعائدات قدرها 78 مليار درهم في إطار هبات قدمتها دول الخليج.

وفي ما يتعلق بنفقات الحسابات الخاصة للخزينة فقد بلغت 4,6 مليار درهم، منها مبلغ 2,8 مليار درهم برسم حسابات الاعتمادات الخاصة، حسب الخزينة، التي أشارت إلى أن رصيد مجموع الحسابات الخاصة للخزينة ارتفع إلى 10 مليون درهم.

أما مداخل خدمات الدولة التي تدير بشكل مستقل فقد زادت بنسبة 92,2 في المائة لتبلغ 173 مليار درهم، مقابل 90 مليار درهم في متم يناير 2017، فيما لم يتم اعتماد نفقات إصدارات خدمات الدولة، خلال هذه الفترة.

وفي متم يناير 2017، بلغت المداخل العادية 8,3 في المائة من توقعات قانون المالية، فيما جرى صرف النفقات العادية في حدود 7 في المائة وتم إصدار نحو 17,8 في المائة من نفقات الاستثمار

ارتفاع فائض الميزانية إلى 2,1 مليار درهم في شهر يناير لسنة 2017

أن هذه المداخيل تأخذ بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من التحويلات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بالنسبة لـ 9,1 مليار درهم، وعائدات قدرها 78 مليار درهم في إطار هبات قدمتها دول الخليج.

وفي ما يتعلق بنفقات الحسابات الخاصة للخزينة فقد بلغت 4,6 مليار درهم، منها مبلغ 2,8 مليار درهم برسم حسابات الاعتمادات الخاصة، حسب الخزينة، التي أشارت إلى أن رصيد مجموع الحسابات الخاصة للخزينة ارتفع إلى 10 مليون درهم.

أما مداخيل خدمات الدولة التي تدبر بشكل مستقل فقد زادت بنسبة 92,2 في المئة لتبلغ 173 مليار درهم، مقابل 90 مليار درهم في متم يناير 2017، فيما لم يتم اعتماد نفقات إصدارات خدمات الدولة، خلال هذه الفترة.

وفي متم يناير 2017، بلغت المداخيل العادية 8,3 في المئة من توقعات قانون المالية، فيما جرى صرف النفقات العادية في حدود 7 في المئة وتم إصدار نحو 17,8 في المئة من نفقات الاستثمار.



انخفاضاً على مستوى نفقات الاستثمار (43,6 في المئة)، ونفقات التجهيز (20,7 في المئة) بالإضافة إلى ارتفاع نفقات رواتب الموظفين إلى 30,8 في المئة.

من جهة أخرى، أبرزت الخزينة العامة للمملكة أن مداخيل الحسابات الخاصة للخزينة بلغت 14,6 مليار درهم، مسجلة

ارتفاعاً تحملات الدين العمومي بـ 47,1 في المئة، معززة بانخفاض نفقات التسيير (-1,4 بالمئة) والاستثمار (0,9 - بالمئة).

وأضاف المصدر ذاته أن تطور نفقات الميزانية العامة سجل في الفترة ما بين متم يناير 2016 ومتم يناير 2017

أفادت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، أن حالة التحويلات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل فائض في الميزانية بلغ 2,1 مليار درهم في متم شهر يناير 2017، مقابل 1,1 مليار درهم سنة قبل ذلك. وأوضحت الخزينة العامة للمملكة، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر يناير 2017، أن هذا التطور يعزى، أساساً، إلى ارتفاع المداخيل العادية بـ 7,5 في المئة أي إلى 18 مليار درهم خلال شهر يناير، وارتفاع أكبر بنسبة 2,7 في المئة في النفقات الميزانية العامة إلى 27,9 مليار درهم.

وأضافت النشرة أن هذا الارتفاع في المداخيل العادية يرجع، أساساً، إلى ارتفاع الإيرادات غير الجمركية بـ 107,8 بالمئة، والضرائب غير المباشرة بـ 14,9 في المئة والضرائب المباشرة بـ 1,5 بالمئة بسبب انخفاض الرسوم الجمركية (7,9 - بالمئة) وحقوق التسجيل والتنبر بنسبة (-3,9) في المئة.

وبخصوص نفقات الميزانية العامة، أبرزت النشرة أن ارتفاعها يعزى إلى

أفادت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، أن حالة التحويلات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل فائض في الميزانية بلغ 2,1 مليار درهم في متم شهر يناير 2017، مقابل 1,1 مليار درهم سنة قبل ذلك. وأوضحت الخزينة العامة للمملكة، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر يناير 2017، أن هذا التطور يعزى، أساسا، إلى ارتفاع المداخيل العادية بـ 7,5 في المائة أي إلى 18 مليار درهم خلال شهر يناير، وارتفاع أكبر بنسبة 2,7 في المائة في النفقات الميزانية العامة إلى 27,9 مليار درهم. وأضافت النشرة أن هذا الارتفاع في المداخيل العادية يرجع، أساسا، إلى ارتفاع الإيرادات غير الجمركية بـ 107,8 بالمائة، والضرائب غير المباشرة بـ 14,9 في المائة والضرائب المباشرة بـ 1,5 بالمائة بسبب انخفاض الرسوم الجمركية (7,9 - بالمائة) وحقوق التسجيل والتنبر بنسبة (-3,9) في المائة. وبخصوص نفقات الميزانية العامة، أبرزت النشرة أن ارتفاعها يعزى إلى ارتفاع تحملات الدين العمومي بـ 47,1 في المائة، معززة بانخفاض نفقات التسيير (-1,4 بالمائة) والاستثمار (0,9 - بالمائة). وأضاف المصدر ذاته، أن تطور نفقات الميزانية العامة سجل في الفترة ما بين متم يناير 2016 ومتم يناير 2017 انخفاضا على مستوى نفقات الاستثمار (43,6 في المائة)، ونفقات التجهيز (20,7 في المائة) بالإضافة إلى ارتفاع نفقات رواتب الموظفين إلى 30,8 في المائة. من جهة أخرى، أبرزت الخزينة العامة للمملكة أن مداخيل الحسابات الخاصة للخزينة بلغت 14,6 مليار درهم، مسجلة أن هذه المداخيل تأخذ بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من التحويلات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بالنسبة إلى 9,1 مليار درهم، وعائدات قدرها 78 مليار درهم في إطار هبات قدمتها دول الخليج. وفي متم يناير 2017، بلغت المداخيل العادية 8,3 في المائة من توقعات قانون المالية، فيما جرى صرف النفقات العادية في حدود 7 في المائة وتم إصدار نحو 17,8 في المائة من نفقات الاستثمار.



سجلت الخزينة العامة ارتفاعا في المداخيل العادية بنسبة 7.5 المائة، لتصل إلى 17.9 مليار درهم مع تمم يناير 2017، مقابل نفقات في حدود 14.6 مليار درهم التهمت أجور الموظفين النصيب الأكبر منها بحوالي 8 ملايين درهم.

236 مليون درهم مداخيل المؤسسات العمومية من أصل 9 ملايين درهم المتوقعة في 2017

الخزينة العامة: رواتب الموظفين تصل إلى 8 ملايين درهم نهاية يناير

مولاي إدريس الموحى

كشفت بيانات تنفيذ مرسوم فتح اعتمادات سبر المراقب العمومية والقيام بالمهام المنوطة بها وباستخلاص بعض الموارد عن السنة المالية 2017، الذي لجأت إليه الحكومة بسبب تعثر المصابقة على مشروع قانون المالية للسنة المقبلة، أن حالة التحويلات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل فائض في الميزانية بلغ 2,1 مليار درهم في تمم شهر يناير 2017، مقابل 1,1 مليار درهم سنة قبل ذلك.

وأوضحت الخزينة العامة للمملكة، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر يناير 2017، أن هذا التطور يعزى، أساسا، إلى ارتفاع المداخيل العادية بنسبة 7,5 في المائة، أي إلى 18 مليار درهم خلال شهر يناير، وارتفاع أكثر بنسبة 2,7 في المائة في النفقات الميزانية العامة إلى 27,9 مليار درهم.

وأضافت النشرة أن هذا الارتفاع في المداخيل العادية يرجع، أساسا، إلى ارتفاع الإيرادات غير الجمركية بمواقع 107,8 في المائة، والضرائب غير المباشرة بنسبة 14 في المائة، والضرائب المباشرة بنسبة 1,5 بالمائة بسبب انخفاض الرسوم الجمركية التي تراجعت بناقص 7,9 في المائة، وحقوق التسجيل والتبني بنسبة ناقص 3,9 في المائة.

وبخصوص نفقات الميزانية العامة، أبرزت النشرة أن ارتفاعها يعزى إلى ارتفاع تحركات الدين العمومي بنسبة 47,1 في المائة، معززة بانخفاض نفقات التسيير بنسبة ناقص 1,4 في المائة، والاستثمار بنسبة ناقص 0,9 في المائة.

وأضاف المصدر ذاته أن تطور نفقات الميزانية العامة سجل في الفترة ما بين تمم يناير 2016 وتمم يناير 2017 انخفاضا على مستوى نفقات الاستثمار بناقص 43,6 في المائة، ونفقات التجهيز بناقص 20,7 في المائة، بالإضافة إلى ارتفاع نفقات رواتب الموظفين إلى 30,8 في المائة.

من جهة أخرى، أبرزت الخزينة العامة للمملكة أن مداخيل الحسابات الخاصة للخزينة بلغت 14,6 مليار



من مكتب الصرف، ثم 36 مليون درهم من بنك المغرب، بتراجع قدره 3 ملايين درهم عن السنة الماضية التي سجلت فيها 39 مليون درهم عند تمم يناير. ويتوقع أن تصل مداخيل المؤسسات والشركات العمومية برسم سنة 2017 إلى ما مجموعه 9,06 مليار درهم، تستخلص الحصة الأكبر من مجموعة المكتب الشريف للفوسفات التي يتوقع أن تضخ في خزينة الدولة 2 مليار درهم، مظهرها مثل الوكالة الوطنية للمحافظة العقارية، متبوعة بمجموعة اتصالات المغرب التي يتوقع أن تضخ 1,44 مليار درهم، ثم بنك المغرب بما مجموعه 620 مليون درهم، و272 مليون درهم من صندوق الإيداع والتدبير.

يتوقع أن تصل مداخيل المؤسسات والشركات العمومية برسم سنة 2017 إلى ما مجموعه 9,06 مليار درهم

90 مليار درهم في تمم يناير 2017، فيما لم يتم اعتماد نفقات إصدارات خدمات الدولة خلال هذه الفترة. وفي تمم يناير 2017، بلغت المداخيل العادية 8,3 في المائة من توقعات قانون المالية، فيما جرى صرف النفقات العادية في حدود 7 في المائة، وتم إصدار نحو 17,8 في المائة من نفقات الاستثمار. على صعيد متصل، كشفت الوثيقة أيضا عن تسجيل 236 مليون درهم مداخيل المؤسسات العمومية مقابل 36 مليون درهم فقط خلال يناير من سنة 2016، وتوزع هذه المداخيل على 100 مليون درهم مستخلصة من المكتب الوطني للمطارات، و100 مليون درهم

درهم، مسجلة أن هذه المداخيل تأخذ بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من التحويلات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بالنسبة لـ 9,1 مليار درهم، وعائدات قدرها 78 مليار درهم في إطار هبات قدمتها دول الخليج. وفي ما يتعلق بنفقات الحسابات الخاصة للخزينة، فقد بلغت 4,6 مليار درهم، منها مبلغ 2,8 مليار درهم برسم حسابات الاعتمادات الخاصة، حسب الخزينة، التي أشارت إلى أن رصيد مجموع الحسابات الخاصة للخزينة ارتفع إلى 10 ملايين درهم. أما مداخيل خدمات الدولة التي تدبر بشكل مستقل، فقد زادت بنسبة 92,2 في المائة لتبلغ 173 مليار درهم، مقابل

بسبب «البلوكاج» الحكومي..

فائض الميزانية بالمغرب يرتفع إلى أكثر من ملياري درهم خلال يناير

إعداد: رشيد الجامعي



يبدو أن حالة «البلوكاج» الحكومي التي يعيشها المغرب منذ شهور ليست كلها سلبية، فقد بدأت تظهر بعض إيجابياتها على ميزانية الدولة، إذ أكدت الخزينة العامة أن حالة التجملات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل فائض في الميزانية بلغ 2.1 مليار درهم في متم شهر يناير 2017، مقابل 1.1 مليار درهم سنة قبل ذلك.

وأوضحت الخزينة العامة للمملكة، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر يناير 2017، أن هذا التطور يعزى، أساسا، إلى ارتفاع المدخيل العادية بـ7,5 في المائة أي إلى 18 مليار درهم خلال شهر يناير، وارتفاع أكبر بنسبة 2,7 في المائة في نفقات الميزانية العامة إلى 27,9 مليار درهم.

وأضافت النشرة أن هذا الارتفاع في المدخيل العادية يرجع، أساسا، إلى ارتفاع الإيرادات غير الجمركية بـ107,8 بالمائة، والضرائب غير المباشرة بـ14,9 في المائة، والضرائب المباشرة بـ1,5 بالمائة بسبب انخفاض الرسوم الجمركية (7,9 - بالمائة) وحقوق التسجيل والتمبر بنسبة (-3,9) في المائة.

وبخصوص نفقات الميزانية العامة، أبرزت النشرة أن ارتفاعها يعزى إلى ارتفاع تحملات الدين العمومي بـ47,1 في المائة، معززة بانخفاض نفقات التسيير (-1,4 بالمائة) والاستثمار (0,9 - بالمائة). وأضاف المصدر ذاته أن تطور نفقات الميزانية العامة

90 مليار درهم في متم يناير 2017، فيما لم يتم اعتماد نفقات إصدارات خدمات الدولة، خلال هذه الفترة. وفي متم يناير 2017، بلغت المدخيل العادية 8,3 في المائة من توقعات قانون المالية، فيما جرى صرف النفقات العادية في حدود 7 في المائة وتم إصدار نحو 17,8 في المائة من نفقات الاستثمار.

فقد بلغت 4,6 مليارات درهم، منها مبلغ 2,8 مليار درهم برسم حسابات الاعتمادات الخاصة، حسب الخزينة، التي أشارت إلى أن رصيد مجموع الحسابات الخاصة للخزينة ارتفع إلى 10 ملايين درهم. أما مدخيل خدمات الدولة التي تدير بشكل مستقل فقد زادت بنسبة 92,2 في المائة لتبلغ 173 مليار درهم، مقابل

للخزينة بلغت 14,6 مليار درهم، مسجلة أن هذه المدخيل تأخذ بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من التجملات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بالنسبة لـ9,1 مليار درهم، وعائدات قدرها 78 مليار درهم في إطار هبات قدمتها دول الخليج. وفي ما يتعلق بنفقات الحسابات الخاصة للخزينة

سجل في الفترة ما بين متم يناير 2016 ومتم يناير 2017 انخفاضا على مستوى نفقات الاستثمار (43,6 في المائة)، ونفقات التجهيز (20,7 في المائة) بالإضافة إلى ارتفاع نفقات رواتب الموظفين إلى 30,8 في المائة. من جهة أخرى، أبرزت الخزينة العامة للمملكة أن مدخيل الحسابات الخاصة

وزارة المالية: الدين الداخلي أصبح يناهز 506 ملايين درهم

عجز الموازنة تقلص بفعل انكماش نفقات الاستثمار بـ 11%

عماد عادل

قالت وزارة الاقتصاد والمالية إن جاري الدين الداخلي للبلاد، وصل عند متم فبراير الماضي إلى 505.8 مليار درهم، وذلك بارتفاع معدله 2.8 في المئة مقارنة مع مستواه المسجل في نهاية العام الماضي.

وعزت المديرية العامة للخزينة في تقريرها الشهري الصادر أمس، هذا الارتفاع إلى اقتراض الخزينة من سوق السندات لمبلغ صاف قدره 13.8 مليار درهم، نتيجة اكتتاب بمبلغ 32.2 مليار درهم و تسديد 18.4 مليار درهم المستحقة بذمة الخزينة.

وكلفت فوائد الدين العمومي إلى غاية 30 فبراير الماضي قرابة 5 ملايين درهم، وابتلعت فوائد الديون الداخلية وحدها أزيد من 4.6 مليار درهم بينما كلفت فوائد المديونية الخارجية 235 مليون درهم.

وقد ارتفعت نسبة الديون التي يفوق أجلها 5 سنوات ضمن إجمالي الدين الداخلي للخزينة إلى 86 في المئة، وذلك نتيجة ما يسمى «التدبير النشط للمديونية»، والذي يقضي بتحويل

الديون التي يقل أجلها عن عامين إلى ديون يفوق أجلها خمس سنوات. وأفادت الخزينة العامة للمملكة التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، بأن العجز في الميزانية سجل تقلصا بواقع 8.2 مليار درهم في متم شهر فبراير 2017، حيث بلغ 5.9 مليار درهم، مقابل 14.1 مليار درهم سنة قبل ذلك.

ويعزى هذا الانخفاض إلى تراجع نفقات الاستثمار بـ 10.7 في المئة، حيث لم تكلف الاستثمارات العمومية سوى 12.9 مليار درهم بدل 14.4 مليار درهم في نفس التاريخ من العام الماضي، كما استفاد عجز الموازنة من تراجع تكاليف مديونية الخزينة بـ 6 في المئة، مقرونا بانحياص نزيه صندوق المقاصة الذي لم يعد يدعم سوى مادتي السكر والبوتان.

من جهتها، بلغت نفقات التسيير حتى متم فبراير الماضي نحو 29.2 مليار درهم، خصص منها 17.9 مليار درهم لأجور ومرتبقات الموظفين التي سجلت تقلصا بنسبة 3 في المئة، مشيرة إلى أن نفقات المعدات والخدمات ارتفعت بـ 5 في المئة (11,3 مليار درهم مقابل 10,8 مليار درهم).

وعرفت مداخيل الخزينة العامة

ارتفاعا معدله 2.4 في المئة خلال فبراير الماضي حيث فاقت 29.8 مليار درهم بدل 22.1 مليار درهم المسجلة في التاريخ نفسه من العام الماضي، وسجل أحسن إنجاز في المداخيل على مستوى الضرائب غير المباشرة التي تحسنت مداخيلها بـ 8.6 في المئة بعدما حققت 13.6 مليار درهم عوض 12.5 مليار درهم

في شهر فبراير 2016 كما ارتفع منسوب الضرائب المباشرة بحوالي 4.1 في المئة محققا مداخيل 9.5 مليار درهم في فبراير 2017 بدل 9.1 في الفترة ذاتها من العام الماضي.

وعلى مستوى الأداء الضريبي سجل التقرير الشهري للمديرية العامة للخزينة ارتفاع مداخيل الضريبة على

الدخل بـ 2 في المئة متجاوزة 7 ملايين درهم في حين لم تتعد مداخيل الضريبة على الشركات 2 مليار درهم، كما ارتفعت مداخيل غرامات التأخير بواقع 29.6 في المئة حيث وصلت في متم الشهر الماضي إلى 219 مليون درهم بدل 169 مليون درهم في الفترة ذاتها من العام 2016.



الخزينة العامة للمملكة: عجز الميزانية يصل إلى 590 مليار



الكاتب: **الجريدة 24** في: 21 مارس 2017 - 18:00 القسم: آخر الأخبار اقتصاد الأبرز Print البريد الإلكتروني

أفادت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، أن حالة التحويلات وموارد الخزينة أفضت الى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 5,9 مليار درهم في متم فبراير 2017، مقابل عجز بلغ 14,1 مليار درهم سنة قبل ذلك.

وأوضحت الخزينة العامة للمملكة، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر فبراير 2017، أن هذا التطور يعزى، أساسا، إلى ارتفاع المداخيل العادية بـ 2,4 في المائة أي إلى 29,9 مليار درهم خلال شهر فبراير، وانخفاض بنسبة 1,5 في المائة في نفقات الميزانية العامة لتصل إلى 57,4 مليار درهم.

وأوضحت الخزينة العامة للمملكة، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر فبراير 2017، أن هذا التطور يعزى، أساسا، إلى ارتفاع المداخيل العادية بـ 2,4 في المائة أي إلى 29,9 مليار درهم خلال شهر فبراير، وانخفاض بنسبة 1,5 في المائة في نفقات الميزانية العامة لتصل إلى 57,4 مليار درهم.

وأوضحت النشرة أن هذا الارتفاع في المداخيل العادية يرجع، أساسا، إلى ارتفاع الضرائب المباشرة بنسبة 4,1 في المائة والضرائب غير المباشرة بنسبة 8,6 في المائة وحقوق التسجيل والتبر بنسبة 1 في المائة متضافرة مع انخفاض الرسوم الجمركية بنسبة 19 في المائة والمداخيل غير الجبائية بـ 31,3 في المائة. وبخصوص نفقات الميزانية العامة، أبرزت النشرة أن تراجعها يعزى إلى انخفاض نفقات التسيير بـ 0,1 في المائة و نفقات الاستثمار بـ 10,7 في المائة، وارتفاع تحملات الدين العمومي بـ 4,8 في المائة .

وأظهر تطور بنية نفقات الميزانية العامة في الفترة ما بين متم فبراير 2016 و متم فبراير 2017 ارتفاع نفقات رواتب المستخدمين إلى 38 في المائة والتجهيز بـ 24,1 في المائة متضافرة مع تراجع نفقات الاستثمار إلى 27,4 في المائة وفوائد الدين 10,4 في المائة .

وفي ما يتعلق بمداخيل الحسابات الخاصة للخزينة فقد بلغت 18,9 مليار درهم، مسجلة أن هذه المداخيل تأخذ بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من التحويلات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بـ 9,6 مليار درهم، وعائدات قدرها 213 مليون درهم في إطار هبات قدمتها دول الخليج. وبخصوص نفقات الحسابات الخاصة للخزينة فقد بلغت 7,8 مليار درهم، في حين زادت مداخيل خدمات الدولة التي تدبر بشكل مستقل فقد زادت، بحسب النشرة ، بنسبة 45,5 في المائة لتبلغ 291 مليار درهم، مقابل 200 مليار درهم في متم فبراير 2016.

نتائج سياسة حكومة بنكيران على خزينة المملكة

18:59 21-03-2017



كشفت وزارة الاقتصاد والمالية معطيات رقمية جديدة تهم التحول، الذي شهدته موارد وتحملات الخزينة العامة للمملكة.

المعطيات الإحصائية، التي كشفتها آخر نشرة شهرية، نشرتها وزارة الاقتصاد والمالية، أبانت أن الخزينة العامة للمملكة، باعتبارها تابعة إلى وزارة الاقتصاد والمالية، سجلت عجزا في الميزانية بلغ 5,9 مليار درهم.

وبذلك، يكون العجز في الميزانية تراجع بـ 8,2 إلى متم فبراير 2017، بينما كانت الميزانية تعاني عجزا بلغ 14,1 مليار درهم في العام الماضي.

واعتبرت النشرة الإحصائية الجديدة أن هذا التطور على مستوى العجز في الميزانية كان نتيجة "ارتفاع المداخيل العادية بـ 2,4 في المائة، أي إلى 29,9 مليار درهم خلال شهر فبراير، وانخفاض بنسبة 1,5 في المائة في نفقات الميزانية العامة لتصل إلى 57,4 مليار درهم".

وفسرت النشرة ذلك، بارتفاع الضرائب المباشرة بنسبة 4,1 في المائة، والضرائب غير المباشرة بنسبة 8,6 في المائة، بينما ارتفعت حقوق التسجيل والتنبر بنسبة 1 في المائة.

وفي المقابل، شهدت الرسوم الجمركية انخفاضا بنسبة 19 في المائة، كما أن المداخيل غير الجبائية هي الأخرى انخفضت بـ 31,3 في المائة.

وأشارت الوثيقة ذاتها إلى أن تراجع نفقات الميزانية العامة، يعزى إلى انخفاض نفقات التسيير بـ 0,1 في المائة ونفقات الاستثمار بـ 10,7 في المائة، وارتفاع تحملات الدين العمومي بـ 4,8 في المائة.

عجز ميزانية المغرب يبلغ 5,9 مليار درهم



أفادت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، أن حالة التحملات وموارد الخزينة أفضت الى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 5,9 مليار درهم في متم فبراير 2017، مقابل عجز بلغ 14,1 مليار درهم سنة قبل ذلك.

وأوضحت الخزينة العامة للمملكة، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر فبراير 2017، أن هذا التطور يعزى، أساسا، إلى ارتفاع المداخل العادية بـ 2,4 في المائة أي إلى 29,9 مليار درهم خلال شهر فبراير، وانخفاض بنسبة 1,5 في المائة في نفقات الميزانية العامة لتصل إلى 57,4 مليار درهم.

وأوضحت النشرة أن هذا الارتفاع في المداخل العادية يرجع، أساسا، إلى ارتفاع الضرائب المباشرة بنسبة 4,1 في المائة والضرائب غير المباشرة بنسبة 8,6 في المائة وحقوق التسجيل والتنبر بنسبة 1 في المائة متضافرة مع انخفاض الرسوم الجمركية بنسبة 19 في المائة والمداخل غير الجبائية بـ 31,3 في المائة. وبخصوص نفقات الميزانية العامة، أبرزت النشرة أن تراجعها يعزى إلى انخفاض نفقات التسيير بـ 0,1 في المائة ونفقات الاستثمار بـ 10,7 في المائة، وارتفاع تحملات الدين العمومي بـ 4,8 في المائة.

وأظهر تطور بنية نفقات الميزانية العامة في الفترة ما بين متم فبراير 2016 و متم فبراير 2017 ارتفاع نفقات رواتب المستخدمين إلى 38 في المائة والتجهيز بـ 24,1 في المائة متضافرة مع تراجع نفقات الاستثمار إلى 27,4 في المائة وفوائد الدين 10,4 في المائة.

وفي ما يتعلق بمداخل الحسابات الخاصة للخزينة فقد بلغت 18,9 مليار درهم، مسجلة أن هذه المداخل تأخذ بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من التحملات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بـ 9,6 مليار درهم، وعائدات قدرها 213 مليون درهم في إطار هبات قدمتها دول الخليج. وبخصوص نفقات الحسابات الخاصة للخزينة فقد بلغت 7,8 مليار درهم، في حين زادت مداخل خدمات الدولة التي تدبر بشكل مستقل فقد زادت، بحسب النشرة، بنسبة 45,5 في المائة لتبلغ 291 مليار درهم، مقابل 200 مليار درهم في متم فبراير 2016.



عجز الميزانية يصل إلى 5,9 مليار درهم

في متم فبراير 2017

أفادت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، أن حالة التحويلات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 5,9 مليار درهم في متم فبراير 2017، مقابل عجز بلغ 14,1 مليار درهم سنة قبل ذلك.

وأوضحت الخزينة العامة للمملكة، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر فبراير 2017، أن هذا التطور يعزى، أساسا، إلى ارتفاع المداخل العادية بـ 2,4 في المائة أي إلى 29,9 مليار درهم خلال شهر فبراير، وانخفاض بنسبة 1,5 في المائة في نفقات الميزانية العامة لتصل إلى 57,4 مليار درهم.

وأوضحت النشرة أن هذا الارتفاع في المداخل العادية يرجع، أساسا، إلى ارتفاع الضرائب المباشرة بنسبة 4,1 في المائة والضرائب غير المباشرة بنسبة 8,6 في المائة وحقوق التسجيل والتنبر بنسبة 1 في المائة متضافرة مع انخفاض الرسوم الجمركية بنسبة 19 في المائة والمداخل غير الجبائية بـ 31,3 في المائة. وبخصوص نفقات الميزانية العامة، أبرزت النشرة أن تراجعها يعزى إلى انخفاض نفقات التسيير بـ 0,1 في المائة و نفقات الاستثمار بـ 10,7 في المائة، وارتفاع تحملات الدين العمومي بـ 4,8 في المائة.

وأظهر تطور بنية نفقات الميزانية العامة في الفترة ما بين متم فبراير 2016 ومتم فبراير 2017 ارتفاع نفقات رواتب المستخدمين إلى 38 في المائة والتجهيز بـ 24,1 في المائة متضافرة مع تراجع نفقات الاستثمار إلى 27,4 في المائة وفوائد الدين 10,4 في المائة.

وفي ما يتعلق بمداخل الحسابات الخاصة للخزينة فقد بلغت 18,9 مليار درهم، مسجلة أن هذه المداخل تأخذ بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من التحويلات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بـ 9,6 مليار درهم، وعائدات قدرها 213 مليون درهم في إطار هبات قدمتها دول الخليج. وبخصوص نفقات الحسابات الخاصة للخزينة فقد بلغت 7,8 مليار درهم، في حين زادت مداخل خدمات الدولة التي تدبر بشكل مستقل فقد زادت، بحسب النشرة، بنسبة 45,5 في المائة لتبلغ 291 مليار درهم، مقابل 200 مليار درهم في متم فبراير 2016.

المديونية الداخلية تتجاوز سقف 505 ملايين درهم مع نهاية فبراير

تجاوز جاري الداخلي للخزينة سقف 505 ملايين و786 مليون درهم مع نهاية شهر فبراير الماضي، وذلك بارتفاع نسبته 2.8 في المائة بالمقارنة مع نهاية دجنبر 2016 التي بلغت فيها 492 مليارا و163 مليون درهم. وحسب النشرة الشهرية لإحصاءات المالية العمومية الصادرة عن الخزينة العامة للمملكة برسم شهر فبراير، فإن تفاقم المديونية الداخلية يعود إلى إصدار الخزينة للسندات في السوق لمبلغ صافي يصل إلى 13.8 مليار درهم مقابل اكتتاب لمبلغ 32.2 مليارا واسترداد لمبلغ 18.4 مليار درهم. وكان جاري الدين الداخلي للخزينة قد بلغ مع نهاية نونبر من سنة 2016 ما يناهز 489 مليار درهم مسجلا زيادة بنسبة 3.7 في المائة مقارنة مع نفس الفترة من سنة 2015. ويعود هذا الارتفاع بحسب مذكرة الخزينة العامة للمملكة إلى اللجوء إلى سوق السندات عبر إصدار مبلغ صافي قدره 16.5 مليار درهم، ونتج عنه اكتتاب لمبلغ 107.2 مليار درهم مع استرداد لمبلغ 90.7 مليار درهم، في مقابل إصدار مبلغ صافي قدره 45 مليار درهم خلال الفترة ذاتها من السنة الماضية، واكتتاب لمبلغ 142.3 مليار درهم فيما بلغت قيمة الاسترداد 97.4 مليار درهم.

نبا



نور الدين بشودة
الحازن العام
للمملكة

عجز الميزانية يصل إلى 5.9 ملايين درهم

آخر ساعة

بـ24,1 في المائة متضافرة مع تراجع نفقات الاستثمار إلى 27,4 في المائة وفوائد الدين 10,4 في المائة.

وفي ما يتعلق بمدخيل الحسابات الخاصة للخزينة فقد بلغت 18,9 مليار درهم، مسجلة أن هذه المدخيل تأخذ بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من التحويلات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بـ9,6 ملايين درهم، وعائدات قدرها 213 مليون درهم في إطار هيئات قدمتها دول الخليج. وبخصوص نفقات الحسابات الخاصة للخزينة فقد بلغت 7,8 ملايين درهم، في حين زادت مدخيل خدمات الدولة التي تدبر بشكل مستقل فقد

زادت، بحسب النشرة، بنسبة 45,5 في المائة لتبلغ 291 مليار درهم، مقابل 200 مليار درهم في متم فبراير 2016.

وكانت بيانات مكتب الصرف المغربي قد أظهرت زيادة عجز الميزان التجاري إلى 26.72 مليار درهم مغربي (2.6 مليار

دولار)، مقابل عجز قيمته 21.96 مليار درهم (2.14 مليار دولار) في شهري يناير وفبراير من عام 2016، ليتفاقم العجز بنسبة 21.7 في المائة.

وتقلصت نسبة تغطية الصادرات للواردات إلى 58.8 في المائة في يناير وفبراير الماضي، مقابل 63.1 في المائة في الفترة ذاتها من عام 2016.

وجاء ارتفاع نسبة العجز وتراجع نسبة التغطية بعد ارتفاع في نسبة الواردات بنسبة 8.9 في خلال الفترة على أساس سنوي، لتصل إلى 64.86 مليار درهم، مقابل ارتفاع 1.5 في المائة في الصادرات لتصل إلى 38.14 مليار درهم خلال الفترة ذاتها. ●

أفادت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، أن حالة التحويلات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 5,9 ملايين درهم في متم فبراير 2017، مقابل عجز بلغ 14,1 مليار درهم العام الماضي.

وأوضحت الخزينة العامة للمملكة، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر فبراير 2017، أن هذا التطور يعزى، أساسا، إلى ارتفاع المدخيل العادية بـ2,4 في المائة

أي إلى 29,9 مليار درهم خلال شهر فبراير، وانخفاض بنسبة 1,5 في المائة في نفقات الميزانية العامة لتصل إلى 57,4 مليار درهم.

وأوضحت النشرة أن هذا الارتفاع في المدخيل العادية يرجع، أساسا، إلى ارتفاع

الضرائب المباشرة بنسبة 4,1 في المائة والضرائب غير المباشرة بنسبة 8,6 في المائة وحقوق التسجيل والتمبر بنسبة 1 في المائة متضافرة مع انخفاض الرسوم الجمركية بنسبة 19 في المائة والمدخيل غير الجبائية بـ31,3 في المائة. وبخصوص نفقات الميزانية العامة، أبرزت النشرة أن تراجعها يعزى إلى انخفاض نفقات التسيير بـ0,1 في المائة ونفقات الاستثمار بـ10,7 في المائة، وارتفاع تحملات الدين العمومي بـ4,8 في المائة.

وأظهر تطور بنية نفقات الميزانية العامة في الفترة بين متم فبراير 2016 وتم فبراير 2017 ارتفاع نفقات رواتب المستخدمين إلى 38 في المائة والتجهيز

الارتفاع في المدخيل العادية يرجع أساسا إلى ارتفاع الضرائب المباشرة بنسبة 4,1 في المائة والضرائب غير المباشرة بنسبة 8,6 في المائة.

إلى نهاية فبراير، واصل الدين الخارجي للمملكة ارتفاعه ليستقر في 505.8 مليار درهم، في وقت ارتفعت فوائد الدين العمومي إلى قرابة 5 ملايين درهم، وكلفت فوائد الديون الداخلية أزيد من 4.6 مليار درهم.

17.9 مليار درهم لأجور الموظفين وتراجع نفقات الاستثمار إلى 13 مليار درهم

الدين الداخلي يرتفع إلى 506 ملايين درهم في بداية 2017

مولاي إدريس الوحيدي

كشفت بيانات وزارة الاقتصاد والمالية عن ارتفاع جاري الدين الداخلي للبلاد، ليحصل عند متم فبراير الماضي إلى 505.8 مليار درهم، بزيادة قدرها 2.8 في المائة مقارنة مع مستواه المسجل في نهاية العام الماضي.

وعزت المديرية العامة للخزينة في تقريرها الشهري هذا الارتفاع، إلى اقتراض الخزينة من سوق السندات مبلغ صاف قدره 13.8 مليار درهم، نتيجة اكتتاب بمبلغ 32.2 مليار درهم وتسييد 18.4 مليار درهم المستحقة بئمة الخزينة.

المديرية كشفت أن فوائد الدين العمومي بلغت إلى غاية 30 فبراير الماضي قرابة 5 ملايين درهم، في حين كلفت فوائد الديون الداخلية أزيد من 4.6 مليار درهم، بينما استنزفت فوائد الديون الخارجية 235 مليون درهم.

وارتفعت نسبة الديون التي يفوق أجلها 5 سنوات ضمن إجمالي الدين الداخلي للخزينة إلى 86 في المائة، وذلك نتيجة ما يسمى «التدبير النشط للديونية»، والذي يقضي بتحويل الديون التي يبل أجلها عن عامين إلى ديون يفوق أجلها خمس سنوات.

وأقادت الخزينة العامة للمملكة بأن العجز في الميزانية، سجل تقليصا بواقع 8.2 مليار درهم في متم شهر فبراير 2017، حيث بلغ 5.9 مليار درهم، مقابل 14.1 مليار درهم سنة قبل ذلك، ويعزى هذا الانخفاض إلى تراجع نفقات الاستثمار بواقع 10.7 في المائة، حيث لم تكلف الاستثمارات العمومية سوى 12.9 مليار درهم، بدل 14.4 مليار درهم إلى حدود فبراير من العام الماضي، كما استفاد عجز الموازنة من تراجع تكاليف مديونية الخزينة بنسبة 6 في المائة، مقرونا بتراجع مستحقات صندوق المقاصة، مع رفع دعم المحروقات واستمرار الدعم بالنسبة لمادتي السكر والبولتان فقط.

من جهتها، بلغت نفقات التسخير حتى متم فبراير الماضي نحو 29.2 مليار درهم، خصص منها 17.9 مليار درهم لأجور ومرتبات الموظفين



الماضي إلى 219 مليون درهم بدل 169 مليون درهم في الفترة ذاتها من العام 2016.

وفي ما يتعلق بمداخيل الحسابات الخاصة للخزينة، فقد بلغت 18.9 مليار درهم، مسجلة أن هذه المدخيل تأخذ بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من الحملات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بنسبة 9.6 مليار درهم، وعائدات قديماً 213 مليون درهم في إطار هيأت قديمها دول الخليج، وبخصوص نفقات الحسابات الخاصة للخزينة، فقد بلغت 7.8 مليار درهم، في حين زادت مداخيل خدمات الدولة التي تدبر بشكل مستقل بنسبة 45.5 في المائة لتبلغ 291 مليار درهم، مقابل 200 مليار درهم في متم فبراير 2016.

ارتفاع مداخيل الضريبة على الدخل بـ 12 مليار درهم، في حين تجاوزت 7 مليارات لم تعد مداخيل الضريبة على الشركات 1 مليار درهم

المداخيل على مستوى الضرائب غير المباشرة التي تحسنت مداخيلها بنسبة 8.6 في المائة، بعدما حققت 13.6 مليار درهم عوض 12.5 مليار درهم في شهر فبراير 2016، كما ارتفع مسووبالضرائب المباشرة بحوالي 4.1 في المائة محققا مداخيل 9.5 مليار درهم في فبراير 2017، بدل 9.1 في الفترة ذاتها من العام الماضي.

وعلى مستوى الإداء الضريبي، سجل التقرير الشهري للمديرية العامة للخزينة ارتفاع مداخيل الضريبة على الدخل بـ 2 في المائة متجاوزة 7 ملايين درهم، في حين لم تتعد مداخيل الضريبة على الشركات 2 مليار درهم، كما ارتفعت مداخيل غرامات التأخير بواقع 29.6 في المائة، حيث وصلت في متم الشهر

الذي سجلت تقليصا بنسبة 3 في المائة، مشيرة إلى أن نفقات المعدات والخدمات ارتفعت بنسبة 5 في المائة (11.3 مليار درهم مقابل 10.8 مليار درهم).

وأظهر تطور بنية نفقات الميزانية العامة في الفترة ما بين متم فبراير 2016 ومتم فبراير 2017 ارتفاع نفقات رواتب المستخدمين إلى 38 في المائة، والتجهيز بـ 24.1 في المائة، مع تراجع نفقات الاستثمار إلى 27.4 في المائة، وفوائد الدين إلى 10.4 في المائة.

وعرفت مداخيل الخزينة العامة ارتفاعاً معدله 2.4 في المائة خلال فبراير الماضي، حيث فاقت 29.8 مليار درهم بدل 22.1 مليار درهم المسجلة في التاريخ نفسه من العام الماضي، وسجل أحسن إنجاز في

الديونية الداخلية ترتفع إلى 500 مليار درهم

بلغت الديون الداخلية للخزينة 505.8 ملايين درهم، عند نهاية فبراير الماضي، مسجلة بذلك ارتفاعا بنسبة 2.8 في المائة. وسجل اللجوء إلى الاستدانة الداخلية مبلغ 13.8 مليار درهم، لتلبية حاجة التمويل، إذ لجأت الخزينة إلى التمويل الداخلي بمبلغ 14.8 مليار درهم، في الوقت الذي لم يتجاوز في فبراير 2016 مبلغ 11.7 مليار درهم. وأفادت الخزينة في نشرتها الشهرية الخاصة بإحصائيات المالية العمومية أن ارتفاع الديونية الداخلية، يعود إلى ارتفاع كلفة التمويل الخارجي، بسبب أداء مليار درهم من أصل الدين الخارجي. وحسب النشرة، فقد تمثلت التمويلات الداخلية في اللجوء إلى سوق السندات، والتي بلغت قيمتها مبلغا صافيا بـ 13.8 مليار درهم، مقابل 8.5 ملايين درهم قبل سنة. وسجلت الودائع بالخزينة ارتفاعا بقيمة 627 مليون درهم، حيث بلغت عند نهاية فبراير الماضي 58.3 مليار درهم. وفي إطار التدبير النشط للديونية الداخلية، لجأت الخزينة إلى عمليات تبادل السندات، بهدف إعادة ضبط هامش الديونية، وهي العمليات التي همت مبلغا إجماليا بقيمة 7.5 ملايين درهم. وبخصوص حالة التحملات وموارد الخزينة، سجلت الخزينة عجزا في الميزانية بلغ 5.9 ملايين درهم في تم فبراير الماضي، مقابل عجز 14.1 مليار درهم سنة قبل ذلك.

وعزت الخزينة هذا التطور إلى ارتفاع المداخل العادية بـ 2.4 في المائة، أي إلى 29.9 مليار درهم خلال فبراير، وانخفاض بنسبة 1.5 % في نفقات الميزانية العامة لتصل إلى 57.4 مليار درهم، وهي الوضعية التي تحققت بفضل ارتفاع الضرائب المباشرة بنسبة 4.1 % والضرائب غير المباشرة بنسبة 8.6 % وحقوق التسجيل والتبني بنسبة 1 في المائة، من جهة، وانخفاض الرسوم الجمركية بنسبة 19 % والمداخل غير الجبائية بـ 31.3 %.

وتراجعت نفقات الميزانية العامة، بسبب انخفاض نفقات التسيير بـ 0.1 % ونفقات الاستثمار بـ 10.7 %، وارتفاع تحملات الدين العمومي بـ 4.8 %.

برحو بوزياني

خزينة الدولة ضخمت 57 مليار درهم من الضرائب في 3 أشهر **منسوب الدين الداخلي للبلاد** **يهاز 507 مليار درهم**

دفع المغاربة خلال الشهور الثلاثة الأولى من 2017 ما يقارب 57 مليار درهم كضرائب لخزينة الدولة بزيادة نسبتها 8.7 في المئة مقارنة مع الحصيلة الجبائية لنفس الفترة من 2016، حسبما كشفت عنه آخر بيانات أصدرتها وزارة الاقتصاد والمالية. وعزت مديرية الخزينة العامة للمملكة ، ارتفاع المحصول الضريبي للشهور الثلاثة الأولى من العام الجاري إلى نمو مداخيل الضرائب المباشرة بأزيد من 14 في المئة مسجلة 28.6 مليار درهم عوض 25 مليار درهم في نفس الفترة من العام الماضي وارتفاع منسوب الضرائب غير المباشرة بواقع 6.8 في المئة ، حيث استقرت في متم شهر مارس عند حدود 20.4 مليار درهم بدل 19 مليار درهم في مارس 2016. بالمقابل تراجع مداخيل الرسوم الجمركية في متم مارس الماضي - ناقص 14 في المئة - حيث لم تتعد ملياري درهم من جهتها، سجلت مداخيل الضريبة على الدخل ارتفاعا بمعدل 5.3 في المئة بعدما وصلت في مارس الماضي إلى 10.4 مليار درهم بدل 9.8 مليار في مارس من 2016. كما ارتفعت بدورها مداخيل الضريبة على الشركات 19.7 في المئة والتي فاقت 17.8 مليار درهم بدل 15 مليار درهم في نفس التاريخ من العام الماضي.

عماد عادل

منسوب الدين الداخلي للبلاد يناهز 507 مليار درهم

خزينة الدولة ضخمت 57 مليار درهم من الضرائب في 3 أشهر



عماد عادل

مداخيلها بمعدل 9 في المئة بعدما استقرت في نهاية مارس 2017 عند عتبة 14 مليار درهم عوض 12.8 مليار درهم المسجلة في التاريخ نفسه من العام السابق. في المقابل بقيت مداخيل رسوم التسجيل والتمبر تقريبا في نفس مستواها المسجل قبل عام حيث بلغت 5.5 مليار درهم بزيادة معدلها 0.8 في المئة.

وقد ساهمت كل هذه الضرائب في تعزيز مداخيل الخزينة العامة للمملكة التي ارتفعت في الشهور الثلاثة الأولى إلى حدود 59 مليار درهم أي أعلى 54 مليار درهم التي المسجلة في نهاية مارس 2016. في مقابل ذلك وصلت النفقات العادية للخزينة إلى 53.7 مليار درهم بارتفاع معدله 1.2 في المئة مقارنة مع مستواها في العام 2016، وابتلعت أجور الموظفين في ثلاثة أشهر ما يزيد عن 26.7 مليار درهم، فيما كلفت نفقات التجهيز والخدمات قرابة 20 مليار درهم. وبخصوص نفقات المديونية كشفت بيانات مديرية الخزينة أن الديون الداخلية للبلاد وصلت عند متم شهر مارس الماضي إلى 507 ملايين درهم بنمو معدله 3 في المئة مقارنة مع وضعه في متم دجنبر 2016. وعزت المديرية العامة للخزينة في تقريرها الشهري الصادر اليوم، هذا الارتفاع إلى اقتراض الخزينة من سوق السندات لمبلغ صاف قدره 18.8 مليار درهم، نتيجة اكتتاب بمبلغ 39 مليار درهم و تسديد 25.2 مليار درهم المستحقة بلزمة الخزينة. وكلفت فوائد الدين العمومي إلى غاية مارس الماضي أزيد من 6.6

دفع المغاربة خلال الشهور الثلاثة الأولى من 2017 ما يقارب 57 مليار درهم كضرائب لخزينة الدولة بزيادة نسبتها 8.7 في المئة مقارنة مع الحصيلة الجبائية لنفس الفترة من 2016، حسبما كشفت عنه آخر بيانات أصدرتها وزارة الاقتصاد والمالية. وعزت مديرية الخزينة العامة للمملكة، ارتفاع المحصول الضريبي للشهور الثلاثة الأولى من العام الجاري إلى نمو مداخيل الضرائب المباشرة بأزيد من 14 في المئة مسجلة 28.6 مليار درهم عوض 25 مليار درهم في نفس الفترة من العام الماضي وارتفاع منسوب الضرائب غير المباشرة بواقع 6.8 في المئة، حيث استقرت في متم شهر مارس عند حدود 20.4 مليار درهم بدل 19 مليار درهم في مارس 2016. بالمقابل تراجعت مداخيل الرسوم الجمركية في متم مارس الماضي ناقصا 14 في المئة - حيث لم تتعد مليار درهم - من جهتها، سجلت مداخيل الضريبة على الدخل ارتفاعا بمعدل 5.3 في المئة بعدما وصلت في مارس الماضي إلى 10.4 مليار درهم بدل 9.8 مليار في مارس من 2016. كما ارتفعت بدورها مداخيل الضريبة على الشركات 19.7 في المئة والتي فاقت 17.8 مليار درهم بدل 15 مليار درهم في نفس التاريخ من العام الماضي. أما الضريبة على القيمة المضافة TVA فقد تحسنت

سعد الدين العثماني أمام مجلسي البرلمان يوم الأربعاء الأخير، بخفض المديونية العمومية إلى أقل من 60 في المئة من الناتج الداخلي الخام، وتحقيق معدل نمو اقتصادي يتراوح بين 4,5 و 5,5 في المئة، مع الحفاظ على عجز الميزانية في حدود 3 في المئة، و التحكم في نسبة التضخم تحت معدل 2 في المئة، والعمل على خفض معدل البطالة في حدود 8,5 في المئة.

6.2 مليار درهم، وابتلعت فوائد الديون الداخلية وحدها 387 مليار درهم بينما كلفت فوائد المديونية الخارجية 387 مليون درهم. وقد ارتفعت نسبة الديون التي يفوق أجلها 5 سنوات ضمن إجمالي الدين الداخلي للخزينة إلى 86 في المئة، وذلك نتيجة ما يسمى «التدبير النشط للمديونية»، والذي يقضي بتحويل الديون التي يقل أجلها عن عامين إلى ديون يفوق أجلها خمس سنوات. وقد وعدت الحكومة في برنامجها، الذي قدمه رئيسها

محمد بوسعيد <

رغم وضعية «البلوكاج» الحكومي التي عاشها المغرب طيلة الستة أشهر الماضية، عرفت المداخل الضريبية ارتفاعا مهما، ساهم في إنعاش وضعية الخزينة العامة. وحسب آخر البيانات الصادرة عن وزارة الاقتصاد والمالية، التي احتفظ بحقيبتها القيادي بحزب التجمع الوطني للأحرار، محمد بوسعيد، فقد حققت خزينة الدولة خلال الأشهر الثلاثة الأخيرة مداخل تقارب مبلغ 57 مليار درهم بزيادة نسبتها 8.7 في المائة مقارنة مع الحصيلة الجبائية للفترة نفسها من سنة 2016. وعزت مديرية الخزينة العامة للمملكة ارتفاع المحصول الضريبي للشهور الثلاثة الأولى من العام الجاري إلى نمو مداخل الضرائب المباشرة بأزيد من 14 في المائة، مسجلة 28.6 مليار درهم عوض 25 مليار درهم في الفترة نفسها من السنة الماضية.



أفادت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، بأن حالة التحويلات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 4,4 ملايين درهم خلال الفصل الأول من 2017، مقابل عجز بلغ 14,9 مليار درهم سنة قبل ذلك. وأوضحت الخزينة العامة للمملكة، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر مارس 2017، أن هذا التطور يعزى، أساساً، إلى ارتفاع المداخيل العادية بـ 9 في المائة، أي إلى 59 مليار درهم حتى متم شهر مارس، وانخفاض بنسبة 0,5 في المائة في نفقات الميزانية العامة لتصل إلى 85,8 مليار درهم. وأوضحت النشرة أن هذا الارتفاع في المداخيل العادية يرجع، أساساً، إلى ارتفاع الضرائب المباشرة بنسبة 14,1 في المائة، والضرائب غير المباشرة بنسبة 6,8 في المائة، وحقوق التسجيل والتبني بنسبة 0,8 في المائة، متضافرة مع انخفاض الرسوم الجمركية بنسبة 13,9 في المائة والمداخيل غير الجبائية بـ 15,9 في المائة. وأظهر تطور بنية نفقات الميزانية العامة في الفترة ما بين متم مارس 2016 ومتم مارس 2017 ارتفاع نفقات رواتب المستخدمين إلى 35 في المائة والتجهيز بـ 24 في المائة متضافرة مع ارتفاع نفقات الاستثمار إلى 28,2 في المائة وفوائد الدين 3,2 في المائة. وفي ما يتعلق بمداخيل الحسابات الخاصة للخزينة فقد بلغت 26,1 مليار درهم، مسجلة أن هذه المداخيل تأخذ بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من التحويلات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بـ 10,6 مليار درهم، وعائدات قدرها 213 مليون درهم في إطار هبات قدمت دول الخليج.

من جهتها زادت مداخيل خدمات الدولة التي تدبر بشكل مستقل، حسب النشرة، بنسبة 0,2 في المائة لتبلغ 505 ملايين درهم، مقابل 504 ملايين درهم في متم مارس 2016، مبرزاً أن المصاريف بلغت، خلال الفصل الأول من 2017، ما مجموعه 203 مليار درهم مقابل 87 مليار درهم سنة قبل ذلك.



بفضل المداخيل الضريبية

عجز الميزانية يتراجع إلى 4,4 ملايين درهم



ارتفعت مداخيل حقوق التسجيل والتنبر بنسبة 0,8 في المائة. وعكس ذلك تضيف الخزينة العامة للملكة تراجع مداخيل الرسوم الجمركية بنسبة 13,9 في المائة والمداخيل غير الجبائية بنسبة 15,9 في المائة.

وبالنسبة لنفقات الميزانية العامة، سجلت النشرة، ارتفاع نفقات المستخدمين إلى 35 في المائة والتجهيز بنسبة 24 في المائة، فيما ارتفعت نفقات الاستثمار بنسبة 28,2 في المائة وفوائد الدين بنسبة 3,2 في المائة. وأما بالنسبة لمداخيل الحسابات الخاصة للخزينة العامة، فبلغت 26,1 مليار درهم، علما أن هذه المداخيل تأخذ بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من التحملات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار 10,6 مليار درهم، وعائدات قدرها 213 مليون درهم في إطار هبات قدمتها دول الخليج.

أما فيما يتعلق بمداخيل خدمات الدولة التي تدبر بشكل مستقل، تضيف النشرة، فقد ارتفعت بنسبة 0,2 في المائة، مسجلة 505 ملايين درهم مقابل 5014 مليار درهم مع متم شهر مارس الماضي.

• أ.ب

انتهى الفصل الأول من السنة الحالية على وقع تراجع لافت لعجز الميزانية. الفضل في ذلك يعود أساسا إلى ارتفاع المداخيل العادية وتراجع نفقات الميزانية العامة، حسبما أكدت الخزينة العامة للمملكة، موضحة في نشرتها الشهرية أن عجز الميزانية خلال هذا الفصل وقف عند حدود 4,4 ملايين درهم مع متم شهر مارس الماضي، وذلك مقابل 14,9 مليار درهم، تم تسجيلها خلال الفصل الأول من سنة 2016. وفي تفاصيل الأرقام التي أفرجت عنها الخزينة العامة للمملكة، ارتفعت المداخيل العادية بنسبة 9 في المائة، مسجلة 59 مليار درهم عند حدود شهر مارس الماضي، فيما انخفضت نفقات الميزانية العامة بنسبة 0,5 في المائة، بعدما سجلت 85,8 مليار درهم، خلال الفترة ذاتها.

التحسن الظاهر في مداخيل الدولة، تأتي بفضل ارتفاع الضرائب المباشرة بنسبة 14,1 في المائة، مصحوبا بارتفاع الضرائب غير المباشرة بنسبة 6,8 في المائة، فيما

بعدها كان في حدود 14.9 مليار درهم في الفترة نفسها من السنة الماضية

عجز الميزانية يتراجع إلى 4.4 مليارات درهم خلال الفصل الأول من 2017

مذكرة حول الظرفية لشهر مارس الماضي، أن هذا المبلغ هيمنت عليه السندات المتوسطة التي تحسن حجمها ب 7.3 في المائة لتصل إلى 22.1 مليار درهم، أي 56.7 في المائة من المبلغ الخام المطروح، مقابل 70.8 في المائة خلال الربع الأخير من السنة الماضية.

وأضافت أن حجم السندات القصيرة ارتفع بأكثر من الضعف، حيث أنتقل من 6.5 مليارات درهم إلى 13.6 مليار درهم ليتمثل 35 في المائة من المبلغ الخام الذي طرحته الخزينة، مقابل 22.2 خلال الربع السابق. من جهته، ارتفع حجم السندات الطويلة ب 59.1 في المائة ليصل إلى 3.2 مليارات درهم، أي 8.3 في المائة من المبلغ المطروح مقابل 7 في المائة خلال الربع السابق.

قدمتها دول الخليج. من جهتها، زادت مداخيل خدمات الدولة التي تدبر بشكل مستقل، حسب النشرة، بنسبة 0.2 في المائة لتبلغ 505 مليارات درهم، مقابل 504 مليارات درهم في متم مارس 2016، مبرزا أن المصاريف بلغت، خلال الفصل الأول من 2017، ما مجموعه 203 مليارات درهم مقابل 87 مليار درهم سنة قبل ذلك.

على مستوى آخر، أفادت مديرية الدراسات والتوقعات المالية، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، بأن المبلغ الخام الذي طرحته الخزينة بلغ 39 مليار درهم برسم الربع الأول من سنة 2017، مسجلا ارتفاعا ب 34 في المائة مقارنة مع الربع الأخير من سنة 2016. وأوضحت المديرية، في



المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بـ 10.6 مليارات درهم، وعائدات قدرها 213 مليون درهم في إطار هبات

فقد بلغت 26.1 مليار درهم، مسجلة أن هذه المداخيل تأخذ بعين الاعتبار التحويلات المتوصل بها من التحويلات

الارتفاع في المداخيل العادية يرجع، أساسا، إلى ارتفاع الضرائب المباشرة بنسبة 14.1 في المائة، والضرائب غير المباشرة بنسبة 6.8 في المائة، وحقوق التسجيل والتنبر بنسبة 0.8 في المائة، متضافرة مع انخفاض الرسوم الجمركية بنسبة 13.9 في المائة والمداخيل غير الجبائية بـ 15.9 في المائة.

وأظهر تطور بنية نفقات الميزانية العامة في الفترة ما بين متم مارس 2016 وتم مارس 2017 ارتفاع نفقات رواتب المستخدمين إلى 35 في المائة والتجهيز بـ 24 في المائة متضافرة مع ارتفاع نفقات الاستثمار إلى 28.2 في المائة وفوائد الدين إلى 3.2 في المائة.

وفي ما يتعلق بمداخيل الحسابات الخاصة للخزينة

رشيد الجامعي

أفادت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، بأن حالة التحويلات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 4.4 مليارات درهم خلال الفصل الأول من 2017، مقابل عجز بلغ 14.9 مليار درهم سنة قبل ذلك.

وأوضحت الخزينة العامة للمملكة، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر مارس 2017، أن هذا التطور يعزى، أساسا، إلى ارتفاع المداخيل العادية بـ 9 في المائة أي إلى 59 مليار درهم حتى متم شهر مارس، وانخفاض بنسبة 0.5 في المائة في نفقات الميزانية العامة لتصل إلى 85.8 مليار درهم. وأوضحت النشرة أن هذا